



bimensuel

n° 35. 5 octobre 1978

5 f/F. 35 f/B. 3 f/S.

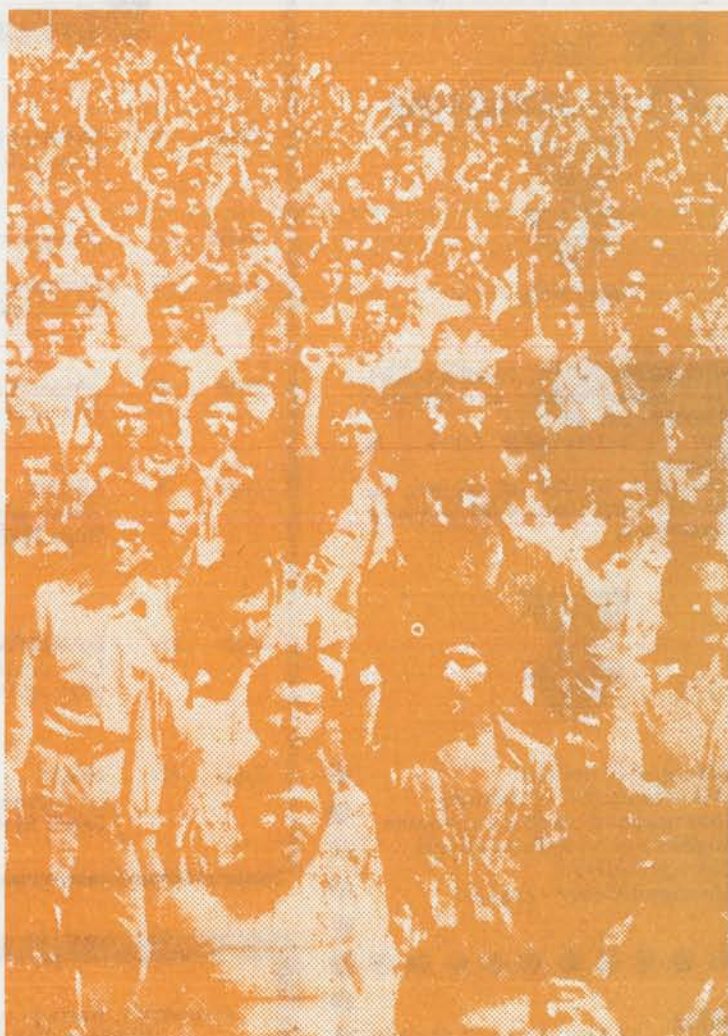
**Hugo Blanco**  
**discours de Tacna**

# **INPRECOR**

**INTERCONTINENTAL PRESS**

**Iran :**

**la crise  
du  
régime**



**Nicaragua: à bas la dictature!**



# INPRECOR

## INTERCONTINENTAL PRESS



**Abonnement  
UN an  
25 numéros**



**TARIFS**

100 FF, 50 FS, 700 FB, 20 dollars Can.  
Par avion, USA et Canada :  
30 dollars par an.  
Pour les autres pays écrire à la  
rédaction.  
Versement : libeller les chèques au  
nom de Pascal Henri et les envoyer à  
« Inprecor ».



Découper ce bulletin  
et le retourner à « Inprecor »  
accompagné d'un chèque bancaire  
libellé au nom de Pascal Henri  
Boîte postale 57,  
Montreuil/Cedex - France.



NOM .....  
PRENOM .....  
ADRESSE .....  
.....  
.....  
PAYS .....

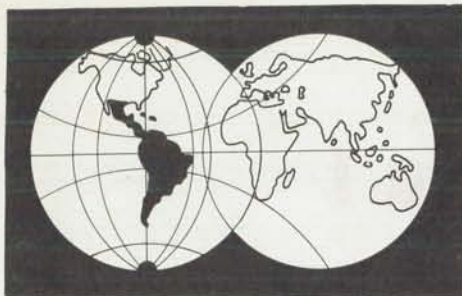
### Sommaire

|      |    |                                                                               |
|------|----|-------------------------------------------------------------------------------|
| Page | 3  | NICARAGUA :<br>Note éditoriale : A bas la dictature !                         |
| Page | 4  | Déclaration adoptée au 1er congrès de l'OST                                   |
| Page | 5  | Document extrait d'une résolution politique<br>de la LMR du Nicaragua         |
| Page | 6  | AMERIQUE LATINE<br>Contre la répression                                       |
| Page | 8  | PEROU<br>«Nous appelons les travailleurs à prendre le pouvoir»<br>Hugo Blanco |
| Page | 19 | DANEMARK<br>Les ouvriers contre le gouvernement de coalition<br>Michael Voss  |
| Page | 25 | IRAN<br>Le régime en crise<br>Saber Nickbin                                   |

«Inprecor», Boîte postale 57, 93101, Montreuil/Cedex - France  
Directeur de publication : Jean-François Godchau  
Imprimé par Rotographie (Montreuil). Commission paritaire :  
No 59 117

Les articles signés ne représentent pas nécessairement  
le point de vue de la rédaction. Les articles non signés expriment  
les positions du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.





Note éditoriale

# Nicaragua : A bas la dictature!

Les événements des dernières semaines au Nicaragua marquent une nouvelle étape de la crise des dictatures imposées par l'impérialisme et par les classes dominantes indigènes en Amérique latine. Le régime somoziste, installé depuis des décennies et maintenu par la violence la plus barbare, a été bouleversé de fond en comble, au début de l'année, par une puissante vague de luttes en riposte à l'assassinat de Pedro Joaquín Chamorro, porte-parole de l'opposition modérée. Des opérations militaires du FSLN (Front sandiniste de libération nationale), des grèves, des mobilisations de masse très combatives se sont déroulées dans toutes les villes principales et dans plusieurs régions rurales, aboutissant à des épisodes de véritable guerre civile.

L'opinion publique mondiale a ainsi constaté que le régime somoziste non seulement est haï par les masses ouvrières et paysannes et par la jeunesse radicalisée des universités et des lycées, mais qu'il se heurte aussi à l'hostilité d'une partie importante des classes dominantes qui ne considèrent plus la dictature actuelle comme une garantie pour leur avenir. En fait, face aux mobilisations des masses, aux grèves, aux actions de lutte armée, le groupe au pouvoir n'a pu opposer que la force aveugle de sa garde nationale, armée de mercenaires, mise sur pied et soigneusement entraînée par l'impérialisme nord-américain. Pendant des semaines, le peuple du Nicaragua a résisté héroïquement à ces mercenaires en leur infligeant des coups sévères. Mais, les forces somozistes ont réussi une fois de plus à avoir le dessus grâce à l'aide de l'impérialisme et à leur supériorité militaire et en ayant recours à de véritables massacres.

De même que lors de la répression féroce instaurée dans les villes iraniennes par le régime du Shah, le gouvernement nord-américain, non seulement n'a rien fait pour empêcher ou arrêter les massacres, mais, au

contraire, n'a pas hésité à donner ouvertement son appui aux massacreurs. Ainsi, le président Carter a démontré encore une fois à quel point sa campagne pour les «droits humains» et pour la «démocratie» est une mystification démagogique pour tromper ses électeurs et pour masquer ses actions politiques réelles. La direction impérialiste sait très bien que Somoza est un allié ou un satellite compromis à l'extrême et qui posera beaucoup de problèmes s'il reste en place. Mais pour elle, la priorité était et reste de contrecarrer ou d'écraser un mouvement de masse dont la dynamique pourrait mettre en question non seulement les privilèges du clan somoziste, mais aussi les intérêts plus généraux des exploiters impérialistes des multinationales et des classes dirigeantes indigènes elles-mêmes. Aussi longtemps qu'elle ne dispose pas d'une solution de rechange lui offrant certaines garanties, elle n'hésitera pas à voler au secours de Somoza en foulant aux pieds les droits démocratiques et humains les plus élémentaires du peuple nicaraguayen. Pour sa part, l'OEA, en se refusant de prendre position sur la répression au Nicaragua a confirmé son rôle d'instrument servile de l'impérialisme de Washington, de défenseur du statu quo impérialiste en Amérique latine.

Le peuple du Nicaragua doit faire face une nouvelle fois à une répression atroce. Des centaines et des milliers de militants, d'ouvriers, de paysans, d'étudiants sont tombés; d'autres seront frappés sans pitié dans les jours et les semaines qui viennent. Mais les masses ont exprimé leur hostilité au régime, leur volonté de se battre pour le renverser. Ce ne sera pas facile pour le dictateur et ses complices de faire régner de nouveau l'ordre dans le pays. La lutte continue et va continuer. Les manœuvres de la bourgeoisie dite «libérale» ou des anti-somozistes de la dernière heure

ne doivent tromper personne : ce n'est pas la bourgeoisie «nationale» ou «progressiste» qui peut résoudre les problèmes angoissants du peuple nicaraguayen, ce n'est pas d'un secteur quelconque des classes dominantes que les masses doivent attendre la restauration de leurs droits démocratiques et la réalisation de leurs revendications économiques. Ce sont les masses ouvrières et paysannes, ce sont toutes les couches exploitées de la population, principaux protagonistes des luttes héroïques des dernières semaines qui devront renverser la dictature ou tout autre régime fantoche de l'impérialisme, dans le cadre d'une bataille contre la dictature et l'impérialisme s'amplifiant pour devenir une bataille d'ensemble contre toutes les classes dominantes et leur système.

A ce moment dramatique pour le peuple du Nicaragua, la IV<sup>e</sup> Internationale lance un appel pour une mobilisation de solidarité à l'échelle mondiale avec le peuple nicaraguayen, avec ses organisations, avec le FSLN qui est la cible principale de la répression. Il faut condamner avec force et sans tarder toutes les exactions et les crimes de Somoza et de sa bande de mercenaires; il faut dénoncer tous les complices de la dictature en leur arrachant le masque hypocrite de «défenseurs des droits de l'homme» ! Il faut empêcher que le massacre continue. Il faut arracher les militants à leurs bourreaux en exigeant leur libération immédiate !

Toutes les organisations syndicales et politiques du mouvement ouvrier, doivent être au premier rang dans cette bataille.

**A bas la dictature de Somoza!**

**Impérialisme hors  
du Nicaragua et de toute  
l'Amérique latine!**

**Pour les droits démocratiques  
du peuple nicaraguayen!**

**Pour la défense de toutes  
les victimes de la répression!**

**Pour un gouvernement  
ouvrier et paysan!**



Nicaragua

# Contre Somoza !

## Soutien inconditionnel aux luttes du peuple nicaraguayen et du Front sandiniste !

**Déclaration adoptée au 1er Congrès de l'OST  
et signée par les représentants  
des organisations de la IVe Internationale présents au Congrès**

Le peuple du Nicaragua lutte héroïquement, dans des conditions difficiles, contre la dynastie abhorrée des Somoza. Il lutte pour les libertés et pour les droits démocratiques.

En défendant leur domination depuis 45 ans, Somoza et la garde nationale défendent aussi le pouvoir du capitalisme nicaraguayen. La brutalité frénétique de la dictature agonisante montre dans quel abîme de sauvagerie peut tomber la domination capitaliste dans sa décadence.

L'effondrement du gouvernement somoziste menace de désintégrer l'Etat capitaliste nicaraguayen en ouvrant la voie à l'immense force progressive des aspirations sociales des masses. Les revendications pour la terre, le travail, l'éducation et la santé, pour un logement décent, pour l'indépendance nationale véritable et pour la démocratie politique deviennent le moteur de tous les événements politiques au Nicaragua.

La domination capitaliste, au Nicaragua comme partout est incompatible avec la satisfaction des revendications.

La lutte contre la tyrannie somoziste et la solidarité avec le peuple nicaraguayen mobilisent déjà les masses de Costa-Rica, de toute l'Amérique centrale, de Mexico, et bientôt mobiliseront celles de tous les pays d'Amérique latine. La désintégration de la dictature créerait une énorme espérance chez tous les opprimés. Elle donnerait l'élan le plus grand aux luttes des travailleurs contre l'exploitation économique et l'oppression politique en Améri-

que centrale. C'est pour cette raison que l'impérialisme nord-américain, les dictatures gorilles d'Amérique latine et tous les gouvernements des patrons, à la suite du gouvernement impudent de Costa-Rica, considèrent avec préoccupation la situation au Nicaragua. Ils complotent pour empêcher la victoire du peuple travailleur nicaraguayen. Ils se préparent à intervenir militairement, car ils savent que la chute de la dictature peut entraîner la ruine de la domination capitaliste.

De grands dangers menacent la victoire de la révolution nicaraguayenne. L'impérialisme commence déjà à planifier la manière dont il utilisera ses instruments diplomatiques et militaires contre le peuple nicaraguayen. En particulier, l'OEA et le CONDECA se préparent à accomplir leurs tâches contre-révolutionnaires.

Le Front sandiniste de libération nationale est en ce moment la principale force militaire et politique qui combat le régime. Nous soutenons sa lutte contre Somoza de manière solidaire et inconditionnelle.

L'hypocrisie de la classe bourgeoise n'a pas de limites. Aujourd'hui Carazo, Torrijos, Carlos Andres Perez, Romero et les grands capitalistes nationaux et internationaux font des plans contre Somoza, alors qu'ils ont été ses alliés pendant tant d'années. Néanmoins, ils cherchent à entraver par tous les moyens l'action de ceux qui se solidarisent avec la lutte pour le renversement de Somoza et vont jusqu'à les arrêter.

Les alliances qu'établit le Front sandiniste avec des secteurs de la

bourgeoisie pour lutter contre Somoza, allant même jusqu'à leur demander de former un gouvernement provisoire, représentent un grave danger pour la révolution au Nicaragua et pour le Front sandiniste lui-même.

La défense du Front sandiniste face à la dictature implique aussi de le défendre contre les conséquences catastrophiques qu'il a établies de façon erronée avec des secteurs patronaux. Nous l'appelons fraternellement à les rompre.

Nous saluons solidairement la lutte des masses nicaraguayennes et du Front sandiniste contre la dictature somoziste et nous nous engageons de façon militante à leurs côtés.

Nous saluons aussi la «Liga Marxista Revolucionaria» (Ligue marxiste révolutionnaire - section sympathisante de la IVe Internationale au Nicaragua) et nous nous engageons à nous solidariser avec son travail.

Le 17 septembre 1978

-Partido Revolucionario de los Trabajadores, (Mexique).  
-Liga Socialista Revolucionaria (Panama)  
-Grupo socialista Internacionalista (El Salvador)  
-Partido Socialista de los Trabajadores (Colombie)  
-Partido Socialista Revolucionario (Colombie)  
-Partido Revolucionario de los Trabajadores (Costa Rica)  
-Organizacion Socialista de los Trabajadores (Costa Rica)  
-Socialist Workers Party (USA)  
-(Le délégué du Secrétariat Unifié de la IVe Internationale s'est associé à cette déclaration).



### EXTRAITS D'UN MANIFESTE POLITIQUE DE LA LMR

Nous publions des extraits d'un manifeste diffusé par la LMR (Ligue marxiste révolutionnaire) lors de la grève générale de janvier et qui reflète les lignes fondamentales de son orientation.

Dans le contexte actuel, le prolétariat, sans s'éloigner de la lutte démocratique, doit approfondir cette lutte en la poussant plus loin que ne le projette la bourgeoisie, en prenant la direction de cette lutte et en la caractérisant de son point de vue de classe. Cela signifie qu'il faut renverser la dictature de Somoza non par des manœuvres diplomatiques, mais par la lutte révolutionnaire. Il faut transformer la grève générale des bras croisés en une mobilisation active des masses, en une grève générale révolutionnaire ! Nous lançons un appel aux partis ouvriers : qu'ils rompent avec la bourgeoisie et qu'ils approfondissent la grève générale !

Il faut exploiter les possibilités qu'offre la grève générale pour poser devant les masses le problème du pouvoir. Si on se limite à appuyer la grève générale proclamée par la bourgeoisie, on renonce à l'indépendance de classe. Il faut donner au prolétariat une ligne politique et organisationnelle qui le place à l'avant-garde de la lutte démocratique.

La LMR appelle à la formation immédiate de comités de grève. La grève générale, en fait, rend illégal le régime de la dictature et ouvre une dynamique pour son renversement effectif. A la base de la grève, il y a l'unité de tous les ouvriers des entreprises, syndiqués ou non ; il est nécessaire de transformer cette unité en une unité active par la formation de comités de grève qui soutiennent et développent la grève générale en la prenant dans leurs mains.

La tâche fondamentale de l'heure est de donner aux comités de grève en formation un programme d'action. Dans la

mesure où la grève actuelle se transforme en grève générale révolutionnaire, elle doit réaliser l'unité non seulement entre ouvriers syndiqués et non syndiqués, mais aussi entre ceux qui travaillent et les chômeurs.

Il n'est pas possible d'approfondir le mouvement de grève actuel sans en arracher la direction à la bourgeoisie. Cela veut dire qu'il faut délimiter concrètement la base du compromis avec la bourgeoisie, en rendant possible le développement futur de la lutte par l'adoption d'un programme d'action pour les masses.

Le compromis tactique avec la bourgeoisie pour le renversement de la dictature somoziste n'est acceptable d'un point de vue révolutionnaire qu'à condition que le financement de la grève par les capitalistes n'implique pas que les capitalistes en prennent la direction. En d'autres termes, à condition que les fonds de la caisse de grève soient utilisés par les comités ouvriers de grève centralisés. C'est pourquoi la ligne de démarcation politique entre un compromis révolutionnaire avec la bourgeoisie et la collaboration de classes se concrétise dans des mots d'ordre appelant à la formation immédiate de comités ouvriers de grève qui contrôlent les fonds de la grève.



De même que nous démasquons l'opportunisme de toutes les organisations de gauche qui participent au comité national de grève, nous nous opposons au projet bourgeois d'un accord avec l'armée nationale. Le Parti conservateur et l'UDEL ont lancé des appels en demandant que Somoza démissionne et que l'Assemblée nationale (qui est somoziste) désigne une équipe qui exerce le pouvoir exécutif avec l'armée. Cela correspond à une institutionnalisation du somozisme. L'Assemblée nationale est le produit du pacte antidémocratique, de la marginalisation politique com-

plète, non seulement des masses travailleuses, mais aussi des partis petits-bourgeois. Elle ne représente que le somozisme.

Exigeons la dissolution de l'Assemblée nationale et la convocation d'une Assemblée nationale constituante !

La convocation d'une véritable Assemblée constituante représente en fait l'abolition de toutes les lois et des décrets anti-ouvriers et anti-socialistes, qui devront, toutefois, être abolis même formellement.

Les comités de grève centralisés, seuls, peuvent permettre la formation de milices ouvrières et paysannes qui garantissent les conditions de liberté politique pour les masses, leur participation effective à l'Assemblée constituante. Cet objectif doit être avancé dès maintenant dans les usines en grève et dans les services dans le but de soutenir l'insurrection ou le renversement révolutionnaire de la dictature. Voilà l'objectif de la grève générale.

Nous ne pouvons naturellement prévoir si les choses iront dans cette direction. Si les comités de grève ne se forment pas et si Somoza est renversé par l'armée réactionnaire, nous devons appeler à la dissolution de l'Assemblée nationale et à la démocratisation de la Garde nationale par la dissolution du corps des officiers et par l'élection des officiers par les cadres inférieurs.

Nous lançons un appel aux partis ouvriers afin qu'ils présentent des candidatures ouvrières unitaires pour la formation d'un gouvernement révolutionnaire sur la base des revendications suivantes : Amnistie complète ! Etablissement des relations diplomatiques avec Cuba et alliance avec Cuba pour l'indépendance du Nicaragua ! Occupation du Bureau de la Sécurité ! Abolition du secret commercial ! Nationalisation des banques ! Plan économique ouvrier contre le chômage et les bas salaires !



*Partido socialista de Nicaragua* (Parti socialiste du Nicaragua). C'est en réalité le Parti communiste, la plus ancienne des organisations de gauche, fondée en 1939. Il suit une orientation pro-soviétique. Il est actuellement divisé publiquement. Une fraction, dirigée par Domingo Sanchez S., exerce son contrôle bureaucratique sur les quelques syndicats qui existent dans le pays et qui sont regroupés dans la CGT-I (Confédération générale des travailleurs indépendante). Une autre fraction, dirigée par Natan Sevilla, a maintenant le contrôle du parti, tout en étant minoritaire.

*Partido comunista de Nicaragua* (Parti communiste). C'est le nom adopté par une fraction exclue par le congrès du PSN en avril 1967. Il s'agit d'une fraction très petite, dépourvue de toute influence et de toute intervention dans le mouvement ouvrier. Elle a une orientation pro-Moscou, tout en n'étant pas reconnue par les bureaucrates du Kremlin.

*Frente obrero* (Front ouvrier). C'est une organisation d'orientation maoïste, qui s'appelait auparavant *Movimiento de Accion popular* (Mouvement d'Action populaire). Elle n'a pas d'influence dans le mouvement ouvrier ni dans le mouvement étudiant (malgré la formation de CLEU - comités de lutte des étudiants universitaires).

*Frente Sandinista de Liberacion nacional* (Front sandiniste de libération nationale). Le front est divisé actuellement en trois tendances. La première s'appelle la tendance «guerre populaire prolongée» : elle prône la guérilla dans la montagne. Elle a traversé une période très difficile, dans laquelle son objectif principal était l'accumulation de cadres. La deuxième tendance s'appelle «tendance prolétarienne» : elle est en faveur d'un travail dans le mouvement des masses et pour la construction d'un parti révolutionnaire de la classe ouvrière. Certains de ses membres ont revendiqué des actions de sabotage dans les entreprises. La troisième tendance

est la «tendencia tercerista», qui s'est formée avec la perspective de jouer un rôle de médiation entre les deux autres tendances. C'est cette tendance qui a pris l'initiative des coups les plus spectaculaires à partir d'octobre 1977. Elle a établi des liens avec l'opposition bourgeoise au régime de Somoza.

La tendance prolétarienne a organisé pour son activité parmi les étudiants le Front étudiant révolutionnaire (marxiste-léniniste); la tendance «guerre populaire prolongée» a organisé le Front étudiant révolutionnaire (guerre populaire prolongée), qui depuis des années contrôle le mouvement universitaire.

*Liga marxista revolucionaria* (Ligue marxiste révolutionnaire). La LMR est une organisation se réclamant de la IVe Internationale. Elle est le résultat du travail développé par des militants expulsés du FER et qui avaient formé auparavant l'organisation HLRP (Hacia la revolucion popular - Vers la révolution populaire).

## Amérique latine

# contre la répression !

## Nahuel Moreno et Rita Strasberg libérés

Le 19 septembre les camarades Rita Strasberg et Nahuel Moreno ont été libérés par le gouvernement brésilien. Ils avaient été arrêtés le 22 août à Sao Paulo avec 18 militants brésiliens de la Convergence socialiste (1), une militante nord-américaine et un militant portugais.

La libération des camarades a été arrachée par une campagne qui s'est développée rapidement dans toute une série de pays.

Au Brésil même, un meeting rassemblant 2500 personnes environ a eu lieu à l'Université catholique, peu après leur arrestation, et le Comité brésilien

pour l'amnistie avait organisé un autre meeting avec la participation de 6000 personnes. La Commission pour la paix de l'archevêché de Sao Paulo a dénoncé cette arrestation et une position analogue a été prise par un certain nombre de députés et de sénateurs fédéraux.

Des bulletins de syndicats des banques, de métallos et d'autres, ont pris position pour la libération des camarades arrêtés.

Le Haut-commissaire aux Nations-Unies est intervenu pour éviter que les prisonniers soient soumis à des tortures ou à de mauvais traitements. A l'échelle internationale, il y

a eu un vote au Parlement portugais exigeant notamment la libération du militant portugais, Antonio Sa Leal, dirigeant du Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT). Il y eut aussi une prise de position de l'Assemblée mexicaine, des Assemblées du Venezuela, de Colombie et du Pérou et d'un certain nombre de dirigeants ouvriers boliviens.

Felipe Gonzales, secrétaire du Parti socialiste espagnol, Mario Soares, dirigeant du PS portugais et de nombreux députés espagnols de l'UCD, du PSOE et du PCE se sont prononcés pour leur libération. C'est le cas aussi de députés socialistes autrichiens, belges, français et italiens.

En Angleterre, Amnesty International a collecté vingt mille signatures pour la libération des prisonniers. En France, une campagne a également eu lieu avec la participation de



représentants des syndicats, du mouvement étudiant (MAS, UNEF) et s'est étendue à différentes villes, notamment Marseille, Nice, Lyon, Paris.

A Paris, le vendredi 15 septembre a eu lieu une réunion unitaire suivie d'une conférence de presse avec la participation des organisations suivantes : FEN, PS, Union départe-

mentale CFDT, UD-FO, MAS, UNEF, MRG, OCI, LCR, OCT, CCA, PSU, Comité international contre la répression, Comité Chili, Cercle Bernard Lazare.

Le Comité US pour la justice envers les prisonniers politiques latino-américains (USLA) a appelé au soutien de toutes les victimes de la répression du gouvernement Geisel pour exi-

ger la libération immédiate des militants de la Convergence socialiste et l'abandon de toute charge contre eux.

Huit camarades de la Convergence socialiste restent cependant encore en prison au moment où nous imprimons ce numéro d'*Inprecor*. Il faut continuer la campagne jusqu'à leur libération.

## Il faut sauver Anna-Maria Piffaretti

● Anna-Maria Piffaretti, syndicaliste et militante féministe active, a rejoint les rangs des milliers de « disparus », victimes de la répression que fait sévir la junte militaire depuis deux ans et demi en Argentine.

Le 28 juin de cette année, elle a été appréhendée par des membres du personnel en uniforme de la police fédérale au Sanatorium de Güemes où elle exerçait la profession de nutritionniste et de diététicienne. Jusqu'à ce jour, les autorités policières fédérales refusent de reconnaître qu'elle soit détenue et les autorités judiciaires n'ont pas répondu à l'habeas corpus présenté immédiatement.

En avril 1978, elle travaillait au Sanatorium de Güemes à Buenos Aires et au dispensaire de son quartier, à Ituzaingo.

Toutes les activités d'Anna-Maria Piffaretti ont été guidées par un but qui a marqué sa vie : la lutte pour la libération des femmes.

Déjà, dans ses premières années à l'Université, elle avait embrassé la cause féministe et elle n'a cessé, aussi bien à la Faculté, qu'au syndicat, qu'à l'hôpital, à l'usine ou dans la vie quotidienne, de lutter sans concession pour son indépendance et pour la libération réelle des femmes.

Ainsi, elle a participé à la formation de groupes féministes, fait des interventions à la



télévision (en utilisant sa profession de diététicienne) sur les tâches domestiques, les enfants, les femmes travailleuses; elle a écrit dans différents journaux et, lorsque la dictature a supprimé tous les droits démocratiques, elle a poursuivi le même but en défiant sans hésitation les dangers de la répression qui l'atteint aujourd'hui.

Récemment, le gouvernement des trois commandants, tentant de former un mouvement féminin contrôlé par lui pour appuyer sa politique, a réalisé un congrès dans la ville de Cordoba. Anna-Maria Piffaretti a critiqué ce congrès en s'opposant à sa réalisation d'abord et à ses conclusions ensuite. Elle est intervenue concrètement contre ce congrès par la parole et des écrits et en organisant des réunions.

Maintenant, elle est « disparue ». Pour la sauver comme pour sauver les centaines d'autres syndicalistes et militantes qui ont été enlevées ou arrêtées, une large campagne internationale est nécessaire.

## Roberto Omar Ramirez arrêté et torturé

Le 27 juin 1978 à 19 heures, Roberto Omar Ramirez a été arrêté dans la rue. Son domicile a été perquisitionné par la police durant la nuit, et toutes sortes d'objets en ont été enlevés. Sa compagne a demandé l'habeas corpus, mais elle n'a à ce jour obtenu aucune réponse.

Roberto Omar Ramirez, qui a été horriblement torturé, a 46 ans. Il est marié et père de trois enfants, qui ont respectivement 17, 15 et 11 ans.

Il est architecte et a été professeur titulaire à la Faculté d'architecture et d'urbanisme de l'Université nationale de La Plata de 1971 à 1974.

Plusieurs de ses travaux ont reçu des prix, tant en Argentine qu'à l'étranger.

Il était délégué des professeurs d'architecture à l'Association des professeurs de l'Université de La Plata et membre du Conseil professionnel des ingénieurs de la Province de Buenos Aires pour la branche architecture.

Comme étudiant, puis comme professeur, il a participé à toutes les luttes du mouvement étudiant de cette dernière décennie. Poursuivi pour ses idées politiques, il était passé dans la clandestinité en 1975.



# Nous appelons les travailleurs à prendre le pouvoir

*Nous luttons pour que des assemblées populaires fonctionnent de façon permanente, pour qu'elles soient centralisées par une grande assemblée populaire nationale composée de délégués des ouvriers, des paysans, des soldats, des habitants des bidonvilles, des employés, des instituteurs, des pêcheurs, des petits commerçants, des marchands ambulants.*

**Hugo BLANCO**

Le texte suivant est celui du discours fait par Hugo Blanco lors d'un rassemblement de 15000 personnes à Tacna, au Pérou, le 25 août 1978.

Tacna est une ville située à la frontière du Pérou et du Chili où Hugo Blanco fut jugé et condamné en 1966 après la lutte de

la vallée de la Convencion. C'est la première fois qu'il y retournait depuis cette date. Dans cette ville d'un peu plus de 100000 habitants, le FOCEP est arrivé en tête lors des élections de juin, recueillant dans la ville et ses environs 35% des votes. Selon la presse locale, ce meeting est le plus grand jamais tenu à Tacna.

le disaient les paysans de la Convencion, ils n'avaient pas apporté la terre dans des paquets sur leur dos. Il n'y avait aucune raison que la terre leur appartienne.

La terre était là avant que les propriétaires fonciers ne soient nés. Et elle avait été rendue productive par les paysans qui la travaillaient, ou par leurs parents ou grand-parents. Il n'y avait pas de raison pour que les propriétaires fonciers prennent possession de la terre. C'est comme s'ils avaient pris possession de l'air que nous respirons. C'est comme s'ils avaient pris possession des routes ou de la mer. Ils n'avaient pas fabriqué cette terre, et n'avaient donc pas le droit de la posséder.

Néanmoins, ils utilisaient la terre pour réduire les paysans à l'esclavage. Et ce n'était pas tout. Les paysans subissaient beaucoup d'autre formes d'exploitation.

Par exemple, les femmes et les enfants devaient travailler aussi, sans être payés, pour les propriétaires fonciers. Ceux-ci n'autorisaient aucune école sur leurs haciendas. Certains ne laissaient pas les paysans porter de chaussures, disant que les chaussures étaient seulement pour les patrons. Il est arrivé qu'un propriétaire ait pris les chaussures d'un paysan parce qu'il avait eu l'audace de payer une institutrice pour apprendre à lire à ses enfants.

A une autre occasion, le même propriétaire, le fameux Romainville, qui était le proprié-

*Applaudissements, cris : « Hugo Blanco au pouvoir ! ».*

Camarades, nous nous revoyons pour la première fois depuis 1966. C'est alors que j'ai connu Tacna. Aujourd'hui c'est ma seconde visite. Lorsque je suis venu ici pour la première fois, j'avais les menottes aux poignets (cris : « non ! ») et j'étais entouré par les forces de répression. Je ne pouvais pas marcher dans les rues à cette époque car j'étais enfermé dans une prison, que j'ai eu la chance de pouvoir revisiter aujourd'hui. (Rires et applaudissements.)

Cette fois-ci encore, j'ai été accueilli avec affection par la ville de Tacna.

Et pourquoi avions-nous été amenés ici pour y être jugés ? Pourquoi la presse aux ordres - qui n'était pas alors aussi contrôlée qu'aujourd'hui - a-t-elle dit que nous étions des assassins ?

Les paysans de la Convencion, comme les paysans de tout notre pays, avaient été écrasés sous le poids de l'oppression pendant des siècles, au service des grands propriétaires fonciers. Ils avaient travaillé des années pour apporter du profit à d'autres. A la Convencion, on donnait aux paysans un lopin de terre à cultiver pour eux-mêmes, et en échange, ils devaient travailler deux semaines pour le propriétaire foncier sans recevoir un centime de salaire.

Et quand un bout de terrain qui avait été donné à un paysan commençait à produire du café, du thé ou des fruits, le propriétaire le chassait du terrain et gardait les caféiers, les cacaoiers et les arbres fruitiers. C'était ainsi que l'on vivait dans la province de la Convencion.

Et qui avait donné la terre aux propriétaires fonciers ? Quelques-uns d'entre eux étaient des étrangers et, comme







Alors, ces paysans ont commencé à se sentir forts, parce qu'ils ont vu qu'ils étaient innombrables. Ils ont vu qu'ils n'avaient pas à rester à genoux. Ils ont vu qu'ils pouvaient lever la tête. Ils ont vu qu'ils pouvaient dire la vérité en *quechua*. Ils ont vu qu'ils n'avaient pas besoin de savoir lire et écrire. Ils ont vu qu'ils n'avaient pas besoin d'un formulaire no 5, ou 6, pour dire leurs vérités aux exploités. De les dire n'a pas résolu les problèmes, mais cela a commencé à faire bouger les choses vers une solution, car les paysans ont commencé à sentir leur pouvoir.

Nous allons voir cela se répéter beaucoup d'autres fois, camarades.

Comme il y a eu des dénonciations ici, nous allons faire beaucoup d'autres rassemblements. De cette tribune ou de celles des bidonvilles, vous-mêmes, les travailleurs et tous les exploités, vous allez dire ouvertement les abus que l'on vous inflige. Nous allons continuer d'exposer ces injustices, nous allons tous commencer à prendre conscience. Et cela a commencé là-bas (à Chaupimayo).

Que s'est-il passé ensuite dans la vallée de la Convencion ? Les grèves ont commencé. Toute la province s'est trouvée paralysée, parce que les paysans s'étaient sentis forts en tenant des meetings. Et quand les paysans ont marché dans les rues, tout a dû être fermé. Personne ne circulait sur les routes. Personne ne traversait les ponts. Des piquets de grève avaient été constitués par les paysans dans toute la province, qui s'assuraient que tout était fermé. Des hommes et des femmes montaient la garde dans ces piquets, sous les lourdes pluies qui tombent à la lisière de la jungle.

Quand quelqu'un disait « pauvres paysans, comment vos affreux dirigeants vous font-ils rester ici, debout sous la pluie ? », ils ont répondu : « Nous avons passé des années ici sous la pluie, travaillant pour les propriétaires fonciers. Nous sommes encore ici sous la pluie, mais maintenant cela leur fait respecter nos droits, et alors

nous pouvons rester ici sous la pluie toute l'année ». (*Applaudissements, cris : « Bravo ! »*).

Les exploités infligent des souffrances aux travailleurs de mille façons différentes. Mais les travailleurs ne sont plus intimidés par cette souffrance; au contraire elle les pousse à se révolter. Ainsi, aujourd'hui le peuple péruvien meurt de faim, et il préfère mourir en combattant que mourir de faim (*Applaudissements, cris : « Bravo ! », « Hugo Blanco au pouvoir ! »*).

C'est comme cela que la lutte a continué. Plus nous luttons, plus on nous faisait de concessions, plus nous remportions de victoires, plus l'organisation paysanne croissait, jusqu'à ce que ces quelques syndicats que nous étions devenions une fédération d'environ 150 syndicats composés des travailleurs de 150 haciendas, et de beaucoup d'autres travailleurs du reste du département de Cuzco et autres départements.

Qu'est-il arrivé alors ? Nous avons demandé justice année après année, réclamant aux autorités de faire un décret pour que les paysans travaillent moins de jours pour les propriétaires fonciers. Et alors, un jour, le syndicat qui représentait précisément ces paysans les plus exploités, ces gens que j'avais vus trembler lorsque le propriétaire fouettait l'un de leurs frères toute la journée, qui avaient regardé un de leurs frères se traîner à quatre pattes comme une bête de somme, ce syndicat a commencé la réforme agraire de la Convencion. Ce n'était pas comme la réforme agraire de Belaunde, de Velasco, de Beltran, ni d'aucun de ces messieurs. Non !

La réforme agraire a été réalisée par les paysans eux-mêmes. Ils ont décidé de ne pas retourner travailler pour le propriétaire foncier. Ils ont décidé que chacun d'entre eux posséderait la terre qu'il travaillait, et qu'ils ne donneraient pas au propriétaire un seul jour de travail ni même un centime, puisque ce n'était pas lui qui avait amené la terre.

Puis les paysans ont décidé de cultiver la terre que le propriétaire avait laissée en friche. Ce n'était plus pour le propriétaire qu'ils allaient s'occuper des cafés et de toutes ces cultures, mais pour entretenir une école, pour construire une fosse septique, et pour aider les familles des dirigeants emprisonnés. Et enfin, ils allaient cultiver la terre pour acheter des fusils pour se défendre contre la répression. C'est pour cela qu'ils sont retournés travailler la terre. (*Applaudissements, cris : « Bravo ! », « Vive la classe ouvrière ! », « Vive les travailleurs ! », « A bas l'impérialisme yankee ! », « A bas ! », « A bas ses laquais ! »*).

Les paysans ont aussi décidé de répartir toute la terre laissée improductive, et que personne ne travaillait. Pourquoi personne ne travaillait-il cette terre ? Parce qu'elle avait un propriétaire, et que celui-ci ne travaillait pas, car ces messieurs ne travaillent jamais. Et alors, les paysans ont décidé de la répartir entre tous ceux qui désiraient la travailler.

C'est cette réforme agraire qu'ont réalisée les paysans de la Convencion et de Lares. C'est mon syndicat, le syndicat de Chaupimayo, qui a commencé, mais cela s'est étendu à toute la vallée de la Convencion et de Lares.

Bien sûr, les propriétaires fonciers n'allaient pas soutenir cela. Le gouvernement n'allait pas soutenir cela. Les capitalistes du pays n'allaient pas soutenir cela, et encore moins les impérialistes.

Les capitalistes et le gouvernement ne s'inquiétaient pas beaucoup de cette poignée de propriétaires fonciers - cela ne les gênait pas qu'ils disparaissent - mais leur problème était que s'ils laissaient les paysans de la Convencion mener à bien leur réforme agraire en paix, et prendre la terre qu'ils travaillaient, tous les paysans du Pérou allaient faire de même. Les ouvriers des usines l'apprendraient, prendraient aussi les usines et mettraient les patrons dehors. Parce qu'ils étaient dé-



jà en train d'apprendre qu'ils n'avaient pas besoin de patron, que nous pouvons très bien nous débrouiller tranquillement sans patrons (*Applaudissements, et cris : « Bravo ! »*).

C'est pour cela que les forces de répression sont intervenues. Les propriétaires fonciers étaient comme fous. Ils ont commencé à porter des armes et se sont mis à menacer les paysans. Les paysans qui avaient été menacés sont venus à la fédération des paysans pour se plaindre. Ils nous ont dit : « Camarades, on nous menace ». Et ceux de la fédération des paysans leur ont dit : « Voyez, camarades, allez vous plaindre au poste de la garde civile ».

Les paysans sont allés au poste de la garde civile et on leur a dit : « Espèces de rustres, les patrons ont le droit de vous abattre comme des chiens, puisque vous avez pris leur terre et ne voulez pas travailler pour eux ».

Alors les paysans sont retournés à la fédération. Ils sont revenus pour dénoncer toute cette affaire. L'assemblée des délégués de la Fédération des paysans de la Convencion a décidé que puisque les propriétaires menaçaient de tuer les paysans, alors que ceux-ci avaient réalisé la réforme agraire de façon totalement pacifique et sans aucune effusion de sang, et puisque la garde civile, qui se dit au service de l'ordre public, ne voulait pas maintenir la paix, le seul recours laissé aux paysans était d'assurer eux-mêmes leur défense.

A l'assemblée générale des paysans de la Convencion et de Lares, il a été décidé d'organiser un comité d'auto-défense armée pour repousser les attaques des forces répressives. On m'a donné la responsabilité d'organiser ces comités de défense (*Applaudissements et cris de « Viva ! »*).

Je n'ai pas fait cela par manque de respect pour la démocratie, comme ces messieurs ont l'habitude de le dire. Je n'ai pas fait plus qu'accepter un mandat qui m'a été donné par les masses travailleuses. La démocratie signifie accepter la volon-

té de la majorité et non celle du militaire qui est installé au sommet, sans que nous sachions pourquoi.

Ainsi, ce n'est pas nous qui sommes totalitaires. Mais le problème, c'est que les militaires ne se contentent pas d'attaquer l'économie populaire ni de nous attaquer matériellement. Ils assassinent même le dictionnaire. Ils ne savent plus ce que signifient les mots.

### LE VOLUME II DES OEUVRES DE TROTSKY EST PARU

« Inprecor » numéros 28 et 29 a présenté l'Institut Léon Trotsky et son projet de publication de l'œuvre de Trotsky 1933-1940 (EDI). Nous avons publié en mai des « bonnes feuilles » du tome I. Ce deuxième tome qui concerne la période de juillet à octobre 1933 traite notamment des problèmes posés par la décision de quitter l'IC pour s'orienter vers la construction de la IVe Internationale en regroupant autour du programme « bolchevik-léniniste » les organisations « socialistes de gauche » ou « centristes » n'appartenant ni la IIe ni à la IIIe Internationale. (EDI - 29, rue Descartes, 75005 - Paris)

Ils nous appellent totalitaires, alors que personne ne leur a donné le droit de s'installer au sommet. A cette époque c'était déjà un militaire qui était au pouvoir, exactement comme aujourd'hui, un militaire à qui personne non plus n'avait dit de s'installer là.

Alors, la chose la plus démocratique existante était le mandat que je tenais des masses paysannes pour organiser des comités de défense afin de les protéger contre les attaques violentes et antidémocratiques d'une dictature militaire que personne n'avait élue. Ainsi, nous nous sommes prononcés pour la démocratie, pour les droits du peuple, contre une dictature militaire. C'est ce que nous avons fait. C'est cela notre grand crime.

Le grand crime était de ne pas nous laisser tuer en restant assis (*rires*). Ils ont ouvert le feu

sur nous, et ceux qui ont survécu au massacre sont allés en prison - pour attaque contre les forces armées. C'est ainsi.

Plusieurs camarades sont en prison aujourd'hui. Pourquoi ? Parce qu'ils n'ont pas été tués. C'est cela leur crime (*rires*).

Avec quelles armes nous sommes-nous défendus ? Ils disent que nous avons eu des fusils de Russie, de Cuba, de Mars, de Saturne, je ne sais pas d'où (*rires*). Ce n'est pas comme cela que ça s'est passé.

Les paysans qui vivaient en lisière de la jungle avaient des pistolets et des carabines 22 Long rifle pour se défendre contre les animaux sauvages de là-bas. Et comme sont apparus des animaux encore plus sauvages, ils ont commencé à se défendre (*rires et applaudissements, cris de « Bravo ! » et « Ouvriers, paysans, au pouvoir ! »*).

Il y a plus, camarades. On construisait une route par là-bas, et un chef d'équipe de ce projet a sympathisé avec nous. Nos camarades sont allés lui demander de nous donner de la dynamite, et il nous en a donné. Comme nous ne savions pas nous en servir, il est venu nous montrer.

Les paysans s'occupaient encore du bétail des propriétaires fonciers. Qui avait élevé ce bétail ? C'était les paysans, ces mêmes paysans qui n'avait jamais essayé de manger cette viande.

Alors, les paysans ont décidé de commencer à goûter la viande qui était le fruit de leur travail. Ils ont commencé à confisquer le bétail de façon organisée, et à vendre la viande à bas prix à leurs compagnons paysans. Et ils ont utilisé l'argent de la vente pour acheter des armes afin de se défendre contre l'attaque de la répression (*Applaudissements, cris de « Bravo ! »*).

Mais dans le sud du Pérou, il n'y avait pas de fusils à acheter. Bien avant, le gouvernement et la presse, tous les journaux et magazines de l'oligarchie avaient



commencé à crier «guérillas à la Convencion, guérillas à la Convencion», bien qu'il n'y ait rien de ce genre. Alors, ils ont interdit la vente des armes dans tout le sud du Pérou. Mais les capitalistes ne pensent qu'aux profits, et non à se soutenir en tant que classe. Ils ne sont pas comme nous. Parfois, ils ont une solidarité de classe, mais cela ne dure pas longtemps. Comme ils disent, «les affaires sont les affaires».

Alors, lorsque les marchands d'armes ont lu dans la presse de Lima «il y a des guérillas à la Convencion et pour cela la vente des armes a été interdite dans le sud du Pérou», ces commerçants se sont dit : «Quelle bonne affaire ! Il y a des guérillas à la Convencion, il est interdit de vendre des armes, nous pouvons monter une contrebande fabuleuse» (rires).

Alors, avec l'argent qu'ils avaient obtenu en vendant le bétail confisqué aux propriétaires fonciers, ce bétail qui était le fruit de leur travail, les paysans ont commencé à acheter des fusils. D'autres paysans avaient des parents qui étaient techniciens et fabriquaient des feux d'artifice, et qui ont donné de la poudre aux paysans.

Enfin, les paysans ont obtenu des armes des propriétaires fonciers eux-mêmes. Les propriétaires avaient des fusils pour tirer sur les paysans. Mais ensuite, lorsque les paysans se sont organisés et ont commencé à mener une puissante lutte de masse, les propriétaires ont pris peur et se sont enfuis, laissant les armes chez eux. Tout ce que les paysans ont eu à faire a été d'entrer et de les prendre. C'est comme cela que les paysans se sont armés.

Je vous explique ces choses, camarades, pour que vous ne croyiez pas les mensonges qui prétendent que l'on nous a envoyé des armes de l'étranger, de Russie, de Cuba, de Chine ou je ne sais où.

Personne ne nous a rien envoyé de l'étranger. C'est le peuple qui, de mille façons, en ayant conscience qu'il devait se défendre, a fait fonctionner sa

cervelle, a fait fonctionner sa loi : le peuple qui veut lutter trouve les moyens de lutter. C'est ce qui s'est passé au Vietnam. C'est ce qui s'est passé chez les paysans de la Convencion.

La résistance n'a pas été très longue, elle n'était pas à une très grande échelle, ce n'était pas une grande chose. C'était un commencement. Mais ce commencement était un symbole, car il a montré que lorsque le peuple s'organise, il trouve la façon de se défendre contre la répression. Là-bas il a été démontré que les paysans de la Convencion et de Lares étaient capables d'arrêter la répression, car même si beaucoup d'entre nous ont été faits prisonniers, car même si d'autres camarades ont été tués, de toutes manières nous les avons stoppés et aujourd'hui la terre est encore entre les mains des paysans.

Ainsi, il a été démontré que cela pouvait être fait, et que nous pouvions le faire. Le problème est qu'à cette époque, cela ne s'est passé que dans une seule province. Qu'est-il arrivé dans le reste du Pérou ? Dans les autres parties du pays, il n'y a pas eu ce type d'organisation ni ce type de lutte. Mais quel était l'état d'esprit dans tout le Pérou ?

Nous croyions qu'il ne se passait rien dans le reste du pays. Plus tard, lorsque j'étais en prison, et les quelques fois que j'ai été en liberté au Pérou, car ils ne me laissent venir dans mon pays que pour des vacances (rires, applaudissements, cris de «Bravo !»), j'ai appris que nous avions été soutenus dans tout le pays.

J'ai appris que dans le reste du pays, ils avaient bloqué une route pour nous soutenir, que des actions de sabotage avaient eu lieu dans les plantations de sucre en solidarité avec nous, et qu'il y avait eu des meetings et des manifestations à Lima pour nous soutenir.

Alors, que s'est-il passé ? Pourquoi nous ont-ils laissés combattre seuls et être écrasés dans la province de la Conven-

cion, s'ils étaient tous avec nous ? Parce qu'il n'y avait pas d'organisation. Que pouvaient faire les paysans du Nord, ceux du Centre, ou les ouvriers de Lima ? Que pouvaient-ils faire pour nous aider pendant que nous combattions ? Par quel moyen leur soutien et leur solidarité pouvaient-ils nous rejoindre ? Que pouvaient-ils nous donner ?

Ce qui manquait était l'organisation. C'était parce qu'il n'y avait pas de parti qui puisse organiser les travailleurs à travers tout le pays que la Convencion est restée isolée cette fois-là. Nous apprenons par l'expérience, camarades. C'est pour cela que nous devons construire le FOCEP dans tous les coins du Pérou, afin d'avoir un instrument qui puisse nous unir tous, comme un seul poing, afin de pouvoir combattre comme nous le devons - comme nous luttons aujourd'hui et comme il sera nécessaire de lutter ensuite (Applaudissements et cris de «Bravos ! »).

C'est cela qu'est le parti pour nous - l'organisation qui unit tous les travailleurs dans leurs luttes vers la prise du pouvoir et vers le socialisme. Pour nous le parti n'est pas uniquement une organisation qui sert à faire de la propagande électorale, à proposer sa liste aux élections, à faire en sorte que ses candidats deviennent membres de l'Assemblée constituante ou que le camarade Hugo Blanco devienne président dans les années 1980.

Non, pour nous, ce n'est pas cela le parti. Pour nous, le parti, c'est l'organisation qui va nous unir, comme le système nerveux unit le corps entier. Le parti sera le système nerveux qui unira les travailleurs de tout le Pérou - ouvriers, paysans, employés, marchands ambulants, instituteurs, vendeurs sur les marchés, etc.

Le parti les unira tous, et dirigera leur lutte contre l'ennemi commun. C'est cela qu'est le parti, c'est pour cela qu'il faut construire le parti. C'est à cela que sert le FOCEP et c'est à cela que servent les partis qui forment le FOCEP.



(Je me réfère spécifiquement aux partis du FOCEP, parce que c'est un front qui inclut différents partis qui ont quelques divergences. Mais nous sommes tous d'accord pour former un large front dans lequel nous travaillons ensemble, pour lutter afin que les travailleurs prennent le pouvoir et pour construire le socialisme. Pour cela, nous n'avons pas de divergences.)

Alors, camarades, sur ce point, nous sommes en meilleure position que dans les années 60. Parce que nous sommes déjà en train de construire l'organisation qui aidera les travailleurs à prendre le pouvoir. C'est une des leçons que nous avons tirées de l'expérience des années 60.

Et quel rôle a joué Tacna dans ceci ? Pourquoi nous ont-ils amenés à Tacna ? Il n'y avait pas d'haciendas ici. Le siège de la zone militaire n'était pas ici non plus. Le siège de la zone militaire, c'était Arequipa. J'ai été emprisonné à Arequipa pendant des années sans être jugé. Pourtant la loi disait qu'ils devaient me juger dans les six mois. Mais ils m'ont gardé en prison là-bas plus de trois ans. Les événements étaient survenus à Cuzco, et le procès aurait dû y avoir lieu, ou au moins à Arequipa.

Mais ce qui est arrivé, c'est que ces messieurs avaient peur. Ils étaient au courant que le peuple de Cuzco et le peuple d'Arequipa savaient déjà la vérité.

Ils savaient que s'ils nous jugeaient dans une de ces villes, cela aurait signifié une lutte de masse pour nous soutenir. C'est pourquoi ils nous ont emmenés à Tacna, parce qu'à Tacna on ne connaissait rien du problème. Ils avaient menti au peuple de Tacna, comme ils avaient menti à tout le peuple du Pérou, lui disant que nous étions des tueurs assoiffés de sang. La seule chose qu'ils ne lui avaient pas dite était que nous mangions des bébés crus (*rires, applaudissements*).

Ils ont dit que nous avions fait du mal aux éminents propriétaires qui travaillaient leur

terre, que nous avions empêché la production et je ne sais quelles autres histoires. Ils nous ont roulés dans la boue. Lorsque nous sommes arrivés ici, nous avons écouté toute cette propagande.

Ils voulaient se donner le luxe de faire un procès public dans la grande salle. Ils n'auraient pas pu le faire à Cuzco ou à Arequipa, parce que la salle aurait été remplie de gens qui connaissaient la vérité. Alors, ils se sont dit : « Eh bien, nous pouvons le faire à Tacna. Nous allons montrer à la presse internationale que nous n'avons pas peur de faire un procès public, puisque les gens d'ici ne savent rien de ce qui s'est passé. »

Et le public de Tacna est venu regarder les assassins, pour voir à quoi ressemblait un tueur (*rires*). Ils ont commencé à écouter le procès. Mais les gens de Tacna ne sont pas stupides. Les militaires pensaient qu'ils l'étaient, mais ils se trompaient. Ce qu'ils ont fait s'est retourné contre eux (*rires, cris de « Bravo ! »*).

Les gens de Tacna ont regardé le procès pendant une semaine. Ils nous ont écoutés dénoncer tous les crimes qui avaient été commis, ils ont entendus tous les abus dont nous avions été victimes, ils ont vu pourquoi nous avions agi ainsi, ils ont compris ce qu'avait été notre lutte. Et le peuple de Tacna nous a donné raison.

Il nous a montré sa solidarité de mille manières. Chaque jour on nous a apporté quinze litres de lait à la prison. On nous a apporté tant de fruits et de pain que nous ne pouvions pas tout manger. On nous a apporté des vêtements. L'unique jour où nous avions droit à de la visite, il y avait une queue le long de deux pâtés de maisons, de gens qui voulaient nous voir. Tout ce que nous pouvions faire était d'embrasser chacun et pas plus, parce qu'il y avait une queue le long de deux pâtés de maisons.

Même deux gardes civils ont pris le risque de venir nous voir, bien qu'ils aient dû montrer

leurs papiers et ont certainement souffert de représailles.

Mais pour vous montrer que ces policiers font aussi partie du peuple, pour que vous le sachiez, maintenant qu'il n'y a plus de danger, je vais vous dire ce qu'ont fait les gardes républicains qui nous gardaient. Quand je me suis levé pour dénoncer les officiers de police, disant que c'était eux les assassins et pas nous, quand je me suis levé en pleine audience pour dire cela, les gardes m'ont tiré en arrière pour me faire asseoir. Quand l'officier s'est approché, ils m'ont dit : « Ecoute, assieds-toi, assieds-toi ! ». Et lorsque l'officier est parti, ils m'ont dit : « C'est bien, Hugo, envoie les paître » (*rires, applaudissements, cris de « Bravos ! »*).

J'ai dénoncé les officiers comme assassins et lâches, parce qu'ils envoyaient de pauvres gens comme nous se faire tuer et nous tuer, alors que les galonnés restaient tranquilles en sécurité. Et on dit qu'ils sont les grands défenseurs de la patrie, les héros, les braves... Ces braves qui ne sont bons qu'à ordonner à la police et à l'armée de tirer sur le peuple sans armes (*applaudissements*).

Alors, bien sûr, les policiers de la garde civile aimaient m'entendre dire la vérité sur ces officiers corrompus qui les foulaient aux pieds eux aussi, jour après jour. Ils font partie du peuple, camarades, les gardes civils et les gardes républicains.

Alors, camarades, c'est comme cela qu'a été le procès de Tacna, c'est ainsi que s'est manifestée la solidarité du peuple de Tacna. Le dernier jour, lorsque nous avons crié : « *Tierra o muerte !* » (La terre ou la mort), le peuple nous a répondu : « *Venceremos !* » (Nous vaincrons!).

Comme l'a dit le camarade Navarte, ce peuple de Tacna, qu'ils voulaient voir devenir la tombe des combattants de la Convencion, est devenu le sauveur et le libérateur des paysans de la Convencion. Et pour cela nous respectons le peuple de Tacna, car nous savons qu'il n'est pas du tout stupide.



*(Ici une partie du discours a sauté pour des raisons techniques : il a fallu changer la bande du magnétophone).*

Nous avons l'exemple du Chili. Les impérialistes yankees et les autres impérialistes ont commencé à boycotter le Chili. Ils ont commencé à ne plus investir au Chili, à ne plus vendre de machines au Chili, à ne plus acheter les produits chiliens, afin de mettre le pays en crise et de discréditer le gouvernement de gauche.

Et qu'ont fait les capitalistes à l'intérieur du pays ? Qu'ont fait les propriétaires fonciers ? Les propriétaires fonciers ont commencé à ne plus cultiver la terre, pour mettre le pays en crise. Les capitalistes ont empêché la production. Parfois ils ont enlevé des pièces importantes des machines, pour qu'elles ne puissent plus fonctionner. Ils ont arrêté d'acheter des matières premières, pour créer des pénuries, qui discréditeraient le gouvernement de gauche.

Qu'ont fait les gros commerçants et les propriétaires des compagnies de transport ? Ils ont paralysé le transport et le commerce pour ruiner le pays et le gouvernement d'Allende.

Qu'ont fait ces messieurs les capitalistes et ces messieurs les propriétaires fonciers avec leur argent ? Comme le prix des produits de première nécessité avait baissé au Chili sous le gouvernement Allende, ces produits ont été stockés par les gros capitalistes et les gros commerçants. Ils n'ont pas laissé le peuple accéder à ces produits. Ils les ont vendus au marché noir à des prix trois ou quatre fois plus élevés que les prix officiels. De cette façon, les capitalistes chiliens et les capitalistes internationaux ont commencé à ruiner le Chili et à discréditer le gouvernement de Salvador Allende.

Et qu'a fait le peuple chilien ? Comment ont répondu les travailleurs chiliens à cette attaque des capitalistes ? Ils ont répondu de la meilleure manière qu'ils pouvaient.

Quand les propriétaires fonciers ne voulaient pas cultiver la terre, les paysans l'ont prise pour la travailler eux-mêmes.

Quand les capitalistes ne voulaient pas faire fonctionner les usines, ou ne les faisaient fonctionner que deux ou trois jours par semaine, les ouvriers ont pris les usines, les ont contrôlées et ont maintenu la production eux-mêmes.

Quand les propriétaires des moyens de transport se sont arrêtés de travailler, les travailleurs ont pris les véhicules et les ont fait circuler eux-mêmes.

Quand les gros commerçants ont paralysé la distribution, les habitants de ce que l'on appelle les bidonvilles et les *pueblos jóvenes* (*nouvelles villes - euphémisme du gouvernement pour désigner les vastes zones de bidonvilles qui se développent dans les banlieues de beaucoup de villes péruviennes*), ces habitants ont organisé eux-mêmes le commerce. Les ouvriers leur ont apporté directement les denrées afin qu'ils puissent les distribuer sans passer par l'intermédiaire des gros commerçants. Et les paysans ont fait de même : ils ont apporté directement leurs produits des champs aux bidonvilles.

Les habitants organisés de ces zones étaient ceux qui savaient le mieux le nombre de personnes dans chaque famille du bidonville. Ils savaient donc comment distribuer le sucre, le riz, le lait, et tous les produits qui manquaient. De cette manière, ils ont commencé à répondre efficacement au boycott capitaliste, sur le plan de l'agriculture comme sur celui de la distribution des produits agricoles, sur le plan de l'industrie comme sur celui des produits manufacturés et sur le plan du transport.

Et qui faisait tout cela ? Les travailleurs de la campagne, les travailleurs des villes, les habitants des bidonvilles. Ils montraient à tout le Chili que le pays pouvait vivre tranquillement sans patrons, que les patrons n'étaient bons qu'à user la patience du peuple, et que la

meilleure garantie contre une quelconque crise était que les travailleurs prennent en mains la production et la distribution.

Et quand des bandes fascistes se sont organisées, ou des bandes patronales, des bandes armées par les patrons pour attaquer les ouvriers qui avaient pris les usines, quand des bandes organisées par les propriétaires fonciers ont attaqué les paysans qui avaient pris la terre, quand la police a commencé à attaquer les ouvriers qui dirigeaient les usines, qu'ont fait les ouvriers et les paysans ?

Ils ont fait la même chose que les paysans de la Convention et de Lares en 1962. Ils ont décidé de se défendre eux-mêmes contre cette répression. Ils ont commencé à s'armer, à former des comités d'auto-défense armée contre cette répression, parce que, comme je l'ai déjà dit, quand le peuple prend conscience qu'il doit se défendre





dre par les armes, il sait comment s'armer, il n'a pas besoin que quelqu'un lui envoie quoi que ce soit. Et c'est comme cela qu'ils ont commencé à se défendre. Et les soldats et les marins aussi étaient contre leurs officiers.

Et que s'est-il passé ? Pourquoi le peuple chilien a-t-il été écrasé ? Malheureusement, la direction qu'il avait, les dirigeants de l'Unité populaire, ceux du Parti socialiste et ceux du Parti communiste, n'avait pas une vision révolutionnaire.

Ils faisaient confiance aux militaires, pensant que ceux-ci allaient respecter la démocratie au Chili. Ils faisaient confiance aux capitalistes et aux impérialistes, pensant que ceux-ci allaient respecter la démocratie.

Ils disaient : « Eh bien, camarades, quand nous aurons élu une majorité de gauche dans les deux chambres du Parlement, nous construirons le socialisme. En attendant, camarades, s'il vous plaît, tranquillisez-vous, restez calmes. Ne prenez pas les usines, car cela troublerait les capitalistes progressistes. Ne prenez pas la terre, ils se mettraient en colère et feraient un coup d'Etat.

« S'il vous plaît, ne mettez pas sur pied ces organisations d'auto-défense armée. Si vous le faites, ces militaires démocrates et patriotes vont se mettre en colère et faire un coup d'Etat. S'il vous plaît, ne les énervez pas. »

« Les militaires patriotes vont nous défendre. Ils vont garantir le processus démocratique au Chili. Ils vont faire respecter la volonté de la majorité. L'armée a toujours été respectueuse de la loi et du Parlement. Vous pouvez avoir confiance en elle. »

C'est ce que disait la direction de l'Unité populaire aux masses qui la suivaient. Et c'est ainsi que les mains du peuple étaient liées.

Et quand le peuple a commencé à organiser des tribunaux populaires pour remplacer le système judiciaire pourri, Allende et toute la direction de l'Unité populaire ont tonné contre cela.

Bien sûr, ces dirigeants n'ont pas fait cela par méchanceté. Ils ne l'ont pas nécessairement fait parce qu'ils étaient des traitres. Ils l'ont fait parce qu'ils pensaient que cela devait se faire ainsi. Mais c'était leur opinion, et non celle de Pinochet, et non celle des militaires. Et c'est pour cela que le peuple, qui faisait face à cette crise de la meilleure façon possible, a eu les mains liées par sa propre direction.

Cela a ouvert la voie au coup d'Etat de Pinochet, soutenu par les capitalistes et les impérialistes, et soutenu aussi par une classe moyenne désespérée qui, voyant que la gauche ne présentait aucune solution réelle pour le Chili, a appuyé la droite.

Nous aussi, nous avons tiré la leçon de cette expérience, camarades. Et nous vous promettons que nous n'allons pas faire la même chose au Pérou. Nous vous promettons que jamais les dirigeants du FOCEP, les dirigeants des partis révolutionnaires ne vont vous dire : « Faites confiance aux officiers patriotes, faites confiance aux bons capitalistes qui sont avec nous contre l'impérialisme ». Cela, nous ne le dirons jamais.

Nous vous dirons toujours : « Ne faites confiance qu'à vous-mêmes. Ne croyez pas que les usines vont bien fonctionner et être au service du peuple si elles ne sont pas entre les mains des ouvriers et dirigées par eux.

« Ne croyez pas que les terres vont être au service du Pérou si elles ne sont pas sous le contrôle des paysans eux-mêmes.

« Ne croyez pas que la distribution et l'économie nationale tout entière vont bien fonctionner si elles ne sont pas entre les mains des travailleurs.

« Ne croyez pas que les tribunaux vont vraiment rendre la justice s'ils ne sont pas aux mains des travailleurs eux-mêmes, si les travailleurs et les habitants des bidonvilles n'élisent pas leurs tribunaux et si le peuple entier réuni en assemblée n'élit pas son propre tribunal, et s'il ne peut pas changer

les juges quand il considère que c'est nécessaire parce qu'ils ne remplissent pas leurs fonctions ». Ce n'est qu'en cela que nous avons confiance (*applaudissements et cris : « Bravos ! »*).

Ainsi, camarades, nous voyons que ce processus qui s'est développé à la Convencion, que ce processus qui s'est développé au Chili, commence aujourd'hui à se développer dans tout le Pérou. Et nous devons tirer les leçons positives de la Convencion et les appliquer dans notre lutte. Nous devons aussi tirer les leçons positives données par le peuple du Chili et les appliquer à notre lutte. D'autre part, nous devons aussi surmonter les mauvaises expériences de la Convencion et du Chili pour ne pas les répéter.

Nous avons besoin d'une organisation qui puisse conduire les travailleurs au pouvoir. Il n'y en a pas eu à la Convencion, et c'est pour cela que la lutte est restée isolée. C'est pourquoi nous devons construire le FOCEP.

Nous avons besoin d'une organisation politique qui ne dise pas aux travailleurs, comme l'a fait l'Unité populaire, de ne pas se mobiliser, de ne pas prendre le pouvoir, mais de faire confiance aux militaires et à la voie parlementaire.

Et c'est pour cela que nous devons dire : le FOCEP ne sera pas comme l'Unité populaire. Il ne dira pas au peuple de faire confiance aux officiers progressistes et au Parlement. Il leur dira de ne compter que sur leur propre organisation, leur propre lutte et leur propre force.

Nous avons déjà vu ce dont le peuple péruvien est capable. La junte militaire lui a imposé le couvre-feu. Elle a suspendu ses droits constitutionnels. Elle a supprimé la liberté de la presse. Elle a mis en prison des centaines de personnes et a exilé beaucoup d'entre nous en 1976. En juin 1976, elle a piétiné les quelques droits qui restaient au peuple. Le peuple a souffert cela pendant un an.

Alors, en juillet 1977, malgré la suspension des garanties constitutionnelles, malgré le couvre-



feu, malgré la manque de liberté de la presse, malgré les centaines de prisonniers, malgré les exilés, et malgré toutes les menaces de licenciements, ce peuple péruvien a su se soulever. Sa lutte a culminé lors de l'héroïque grève du 19 juillet. Cette action courageuse a marqué une nouvelle étape dans la lutte du peuple péruvien, elle a marqué l'étape de la révolution socialiste au Pérou. Avec cette grève générale, une ère nouvelle a commencé au Pérou. En effet, elle a forcé la dictature militaire à reculer et l'a obligée à lever le couvre-feu, à mettre fin à la suspension des garanties constitutionnelles, et à rendre un peu de liberté à la presse.

Le peuple a continué à combattre, et bien que 5000 personnes aient été renvoyées de leur travail, le peuple n'a pas été intimidé et a continué à combattre. Il y a eu une autre grève générale, et puis encore une autre. Par ces luttes le peuple a gagné aussi la libération des prisonniers politiques et la liberté de revenir pour les exilés.

Si je vous parle de cette manière et aussi librement, ce n'est pas par une quelconque générosité de la dictature militaire. Ce n'est pas parce que la dictature militaire est devenue démocratique, ni parce qu'il y a quoi que ce soit de démocratique dans la majorité de l'Assemblée constituante. La majorité de l'Assemblée constituante a gardé le silence sur les abus commis par la junte militaire.

Si aujourd'hui nous parlons ainsi, c'est parce que vous avez gagné ce droit. Et de la même manière que vous avez conquis ce droit, vous allez en conquérir beaucoup plus, avec le reste du peuple péruvien. Tout dépend de votre esprit de lutte et de votre organisation. C'est l'exemple, c'est la leçon que nous avons tirée du 19 juillet et des luttes qui ont suivi.

C'est aussi le peuple qui a obligé la junte militaire à organiser des élections pour l'Assemblée constituante. C'est vrai que le peuple n'a pas demandé l'Assemblée constituante au ré-

gime. Mais les dictateurs savaient que ce que le peuple péruvien haïssait le plus, c'était la dictature militaire. Alors, pour tromper le peuple, ils lui ont donné un caramel, en disant : « Oui, oui, les copains, nous partons, ne vous inquiétez pas, nous partons en 1980. D'abord nous vous offrons des élections pour l'Assemblée constituante, puis il y aura des élections en 1980 où vous pourrez choisir un président, celui qui vous plaira; il y aura des députés et des sénateurs, nous partons et tout va s'arranger. ».

Ils ont dit cela pour tromper le peuple péruvien, pour que le peuple ne continue pas ses luttes, ne continue pas ses grèves, ne continue pas ses débrayages.

Mais heureusement, le peuple péruvien ne s'est pas laissé tromper. Le peuple péruvien a continué à lutter et il lutte encore. Il n'est pas impressionné par des histoires d'assemblées constituantes et d'élections.

Et alors, en pleine campagne électorale, quand la junte a eu l'effronterie de décréter le train de mesures économiques du mois de mai, la classe ouvrière a répondu par la plus grande grève générale dans l'histoire de ce pays, la grève des 22 et 23 mai de cette année (*applaudissements et cris de « Bravo ! »*).

Cela a été une lutte héroïque, qui n'a pas encore été décrite dans toute sa dimension. Aucun d'entre nous ne sait encore quelle ampleur elle a eu. Chaque jour nous apprenons qu'il s'est passé des choses, dans tous les coins du Pérou, les 22 et 23 mai, dont nous n'avons jamais entendu parler. En dépit du manque de communication entre les différents secteurs de la population, en dépit du fait que la presse est contrôlée et que la radio parle de tout sauf de ce qui se passe au Pérou, en dépit de tout cela, la vaillance du peuple péruvien apparaît de mille manières actuellement.

Je ne sais pas si vous savez, par exemple, qu'à Morococha, les mineurs ont fait reculer les forces de répression, la dynamite à la main (*applaudissements, cris de « Bravo ! »*).

Peut-être ne savez-vous pas que nos frères de la police d'Arequipa ont refusé de tirer sur le peuple et ont présenté une liste de revendications demandant que personne n'ait un grade supérieur à celui de major et que les officiers soient élus par la troupe et non envoyés d'en haut. A cause de cette attitude courageuse de nos camarades de la police d'Arequipa, leurs dirigeants sont aujourd'hui en prison, et nous devons tous lutter pour leur libération. En effet c'est pour nous qu'ils sont en prison, ils sont nos héros, nos frères, et s'ils sont en prison, c'est qu'ils n'ont pas tiré sur nous (*applaudissements, cris de « Bravo ! »*).

La presse contrôlée ne parle pas de ces choses-là, car la junte militaire a peur. Parce que ceux qui nous écrasent ne sont qu'une poignée d'exploiteurs. Jusqu'à présent ces exploiters ont utilisé l'armée pour nous écraser et nous massacrer afin de continuer à nous exploiter.

Mais, qu'arrive-t-il ? Cela va prendre fin un jour. En effet, quand la classe ouvrière et la paysannerie sont unies et sont fortes, et font des grèves comme celles des 22 et 23 mai, alors les policiers voient qu'il y a là un pouvoir, que ce pouvoir est celui de leurs frères, et ils n'ont plus peur; ils arrêtent de tirer sur nous et commencent à tirer sur ceux sur lesquels ils doivent tirer (*applaudissements, cris de « Bravo ! »*).

Camarades, la fin de nos exploiters a commencé. Elle a commencé le 19 juillet 1977, et cette lutte continue.

Et comme je l'ai dit, si nous pouvons parler ici, ce n'est pas à cause du projet de loi sur l'immunité parlementaire, ce n'est pas parce que la junte a un quelconque respect pour l'Assemblée constituante ni même parce que l'Assemblée constituante a un quelconque respect pour elle-même; en effet, elle n'en a pas.

Et comme l'ont déjà dit mes camarades parlementaires de gauche, cette Assemblée consti-



tuante a refusé de résoudre les problèmes du peuple. Elle s'agenouille et rampe devant la junte; ceux qui avaient tant parlé contre la dictature militaire, ne veulent plus ouvrir la bouche contre celle-ci aujourd'hui. Alors, ils ne peuvent être porteurs d'aucune espérance.

De cette tribune, mes camarades ont aussi parlé d'autre chose. Ils ont parlé de des fronts de défense des intérêts du peuple qui surgissent en beaucoup de points du Pérou. J'ai eu la chance de voir cela dans le département de San Martin. J'ai pu voir deux villages dont l'un a élu son maire et l'autre son maire adjoint. Et ils luttent pour les imposer. Ils luttent pour les défendre contre le maire adjoint et le maire imposés d'en haut par la dictature militaire.

C'est cela le genre de gouvernement que nous voulons, des gouvernements élus par le peuple, des gouvernements qui, dans chaque village, dans chaque recoin du pays, représentent la volonté des ouvriers, des paysans et des habitants des bidonvilles.

Le camarade Cuentas a parlé aussi des congrès populaires de Chimbote et de Moquegua. J'ai aussi eu la chance de voir ce que sont ces assemblées populaires, camarades. Ce sont des organismes formés de délégués des ouvriers, de délégués des paysans, de délégués des bidonvilles et de délégués des employés.

Ces organismes commencent déjà à réaliser des choses. Nous luttons pour que ces assemblées populaires fonctionnent de façon permanente, pour qu'elles soient centralisées par une grande assemblée populaire nationale composée de délégués des ouvriers, des paysans, des soldats, des habitants des bidonvilles, des employés, des instituteurs, des pêcheurs, des petits commerçants, des marchands ambulants.

Nous luttons pour que cette assemblée populaire, formée de tous ces travailleurs, venant de tous les coins du pays, soit le gouvernement de ce pays.



Une manifestation de paysans dans la région de Tacna

Nous ne voulons pas qu'Hugo Blanco soit au pouvoir. Nous voulons que les travailleurs soient au pouvoir : les délégués des ouvriers, des paysans, des bidonvilles doivent être au pouvoir, dans une assemblée composée par eux tous. Et quand le peuple n'a plus confiance dans un des délégués qu'il avait choisis, quand ce que fait un délégué ne plaît pas au peuple, celui-ci doit pouvoir simplement le changer et mettre un autre à sa place.

Car au Pérou il y a des millions de gens qui peuvent se représenter eux-mêmes et représenter leurs frères. Le camarade Hugo Blanco n'est pas indispensable, pas plus qu'aucun autre camarade. Dans chaque usine, dans chaque syndicat paysan, dans chaque bidonville, nous en verrons des exemples.

C'est cela le type de gouvernement que nous voulons, c'est cela que nous appelons gouvernement des travailleurs, c'est cela que nous appelons gouvernement ouvrier et paysan. Et ce gouvernement est le seul qui sera capable d'assurer que les richesses du peuple péruvien appartiennent enfin à celui-ci.

Et seul ce gouvernement sera capable de garantir que tous les travailleurs aient la possibilité de travailler, car nous pourrions tous travailler. Comme vous le savez, on a parlé d'une assemblée des marchands ambulants; le problème des marchands ambulants a pris des proportions gigantesques à Lima, et il existe dans tout le Pérou.

Les chômeurs n'ont pas d'autre solution pour gagner leur vie que de vendre des choses



dans la rue. Et ces messieurs les maires ont l'insolence et l'effronterie, exactement comme la dictature militaire, d'interdire certaines zones à ces marchands ambulants, alors que la junte n'est pas capable de donner du travail à la moitié du peuple péruvien, alors que la moitié du peuple péruvien n'a pas la possibilité de travailler, car elle ne trouve pas de travail.

Comment ce monsieur le maire peut-il avoir l'impudence de dire qu'il y a des zones où les marchands ambulants n'ont pas le droit de vendre ? A Lima, les camarades du FOCEP ont dit aux camarades marchands ambulants : « Camarades, tant que la junte militaire ne vous garantit pas de travail régulier, vous avez le droit de vendre vos produits à l'intérieur de l'Assemblée constituante et du Palais du gouvernement. » (applaudissements, cris de « Bravo ! »).

Alors, camarades, seul un gouvernement formé de délégués des ouvriers et des paysans, de délégués de tous les travailleurs, pourra dire : les usines vont être dirigées par les ouvriers, pour servir les intérêts du peuple; la terre sera aux mains des paysans, pour servir les intérêts du peuple; toute l'économie sera dirigée par l'ensemble de la classe des travailleurs, et ce sont nous, les délégués des travailleurs, qui dirons où l'on doit construire une usine et où l'on va faire une route. Nous dirons que notre argent ne doit pas être dépensé pour la répression, ne doit pas servir à acheter le whisky des millionnaires. On doit le dépenser pour construire des écoles dans les bidonvilles, des hôpitaux, etc. C'est cela le gouvernement des travailleurs que nous voulons.

Ce gouvernement ne donnera pas un centime aux capitalistes, car ils nous ont déjà suffisamment volés. Ce gouvernement ne donnera pas un centime aux propriétaires fonciers. Ce gouvernement ne paiera pas la dette extérieure, car cet argent ne nous a pas été prêté à nous, il a été prêté à Morales. Laissons-le le rembourser, il n'y a aucune raison que ce soit nous qui payions (applaudissements, cris de « Bravo ! »).

Camarades, nous devons déjà nous en aller, car nous avons à inaugurer le comité de soutien au FOCEP, puis à partir pour Cuzco où se tient un congrès national des paysans. Je suis membre du Comité exécutif de la Confédération des paysans et je dois y être présent. Mais il ne manquera pas d'y avoir d'autres occasions, je l'espère, de vous rencontrer et de discuter avec vous de toutes les choses dont nous devons parler.

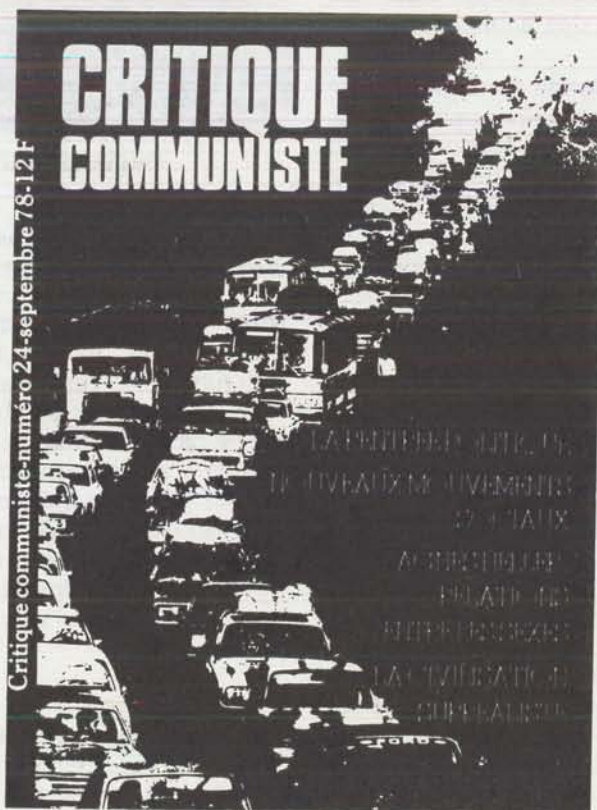
Pendant douze ans on nous a séparés, camarades. Mais grâce à la lutte, aux luttes de tout le peuple péruvien, nous pouvons être ici aujourd'hui. Et j'espère que vous ne les laisserez pas nous séparer de nouveau. Cela dépend uniquement de votre force et de votre détermination, camarades; de même que c'est grâce à beaucoup de force et de

détermination que je suis ici, et de même que c'est grâce à votre volonté que je suis vivant et que je suis libre.

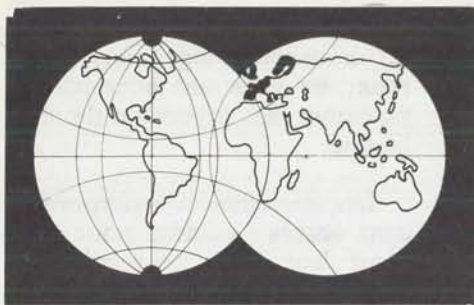
(Applaudissements, cris de « Bravo ! » et « Hugo Blanco au pouvoir ! »).

Vive le gouvernement des travailleurs ! (cris de « Viva ! »). Vive le socialisme ! (cris de « Viva ! »). Camarades, il y a un meilleur slogan que « Hugo Blanco au pouvoir ! ». C'est « Lutter, vaincre, les ouvriers au pouvoir ! ». Je vous demande de reprendre ce slogan et maintenant « A bas la junte militaire ! ».

(Cris de « A bas ! », applaudissements, beaucoup de cris, et reprise du slogan « Lutter, vaincre, les ouvriers au pouvoir ! »).







Danemark

## Les ouvriers contre le gouvernement de coalition

*La social-démocratie, majoritaire dans la classe ouvrière, cherchait un alibi pour justifier sa politique d'austérité. La formation d'un gouvernement de coalition avec le principal parti bourgeois du pays en fit office.*

Michael VOSS

● Pour la première fois - à part les périodes des deux guerres mondiales - la social-démocratie danoise a formé un gouvernement avec un parti bourgeois significatif. Après plusieurs semaines de négociations, un gouvernement de coalition a été formé par le parti social-démocrate et le Venstre - le Parti libéral.

Ce gouvernement ne se contentera pas de continuer simplement la politique des revenus pratiquée par des gouvernements social-démocrates minoritaires en collaboration avec plusieurs partis bourgeois plusieurs années durant. C'est une aggravation de la politique bourgeoise et de collaboration de classes de la social-démocratie.

La réponse immédiate fut une série de protestations massives des fédérations du parti social-démocrate, des entreprises et du mouvement syndical. Plus de 50 000 syndiqués sur 1 200 000 ont arrêté le travail un jour ou davantage. 150 usines parmi les plus importantes furent paralysées.

D'innombrables protestations ont submergé la direction social-démocrate et le gouvernement. La pression de la base a été si forte que la direction social-démocrate de la Fédération syndicale nationale - Landsorganisationen (LO) - a été forcée de critiquer le gouvernement.

### DEUX PARTIS DE DEUX CLASSES DIFFÉRENTES :

Pour comprendre la formation de ce gouvernement et les protestations qu'il suscite, il faut examiner la nature des partis social-démocrate et libéral et leur histoire dans la politique danoise.

Le Parti libéral est l'un des principaux partis patronaux du Danemark. A l'origine, il représentait les gros fermiers. Mais depuis que l'agriculture a perdu de l'influence, il est devenu un parti bourgeois typique. Sa base électorale est avant tout la petite-bourgeoisie mais sa ligne politique consiste à soutenir la classe capitaliste. Par conséquent, il a des liens étroits avec plusieurs gros monopoles et avec l'organisation patronale danoise. La classe ouvrière perçoit également ce parti comme celui des patrons.

La social-démocratie est un parti réformiste typique. Sauf lors de courtes périodes, il a exercé le pouvoir depuis la Deuxième Guerre mondiale soit en coalition avec de plus petits partis bourgeois soit comme parti de gouvernement minoritaire, reposant sur le soutien de plusieurs partis bourgeois. A deux brèves reprises, il a formé un gouvernement minoritaire grâce au soutien d'un petit parti ouvrier réformiste, le Socialistisk Folkeparti (SF) - le Parti du peuple.

Le parti social-démocrate repose largement sur la classe ouvrière danoise et le mouvement syndical qui, au niveau des directions, est entièrement dominé par le parti. Pour la majorité de la classe ouvrière, le parti social-démocrate est celui qui lui a permis de sortir de la crise des années 30 et qui a été à l'origine des réformes durant la prospérité des années 50 et 60.

Juste avant que la crise frappe le Danemark en 1974, le parti était sur le point de perdre une part considérable de son influence. Les trois autres partis ouvriers : le SF, le Parti communiste du Danemark (DKP), et le Venstresocialisternes (VS) - parti socialiste de gauche -, devinrent plus influents. Mais d'avantage qu'eux, le parti anti-impôts, le Fremskridt parti (Parti du progrès) gagna du terrain.

Après le commencement de la crise, cette tendance s'arrêta. La classe ouvrière soutient - même si c'est sans enthousiasme - la social-démocratie. Non pas qu'elle désire ou soutient la politique des revenus mise en avant par le parti, mais parce qu'il semble à la majorité que le parti constitue la solution la plus sécurisante en temps de crise. Le parti profite encore des conséquences du boom économique.

Le parti a obtenu la grande majorité des votes ouvriers entre 35 et 40% de ceux de la population totale.



Cela ne s'est pas traduit, toutefois, par un accroissement du nombre d'adhésions.

## LA LUTTE CONTRE LA POLITIQUE DES REVENUS

Depuis 1974 une partie de la classe ouvrière danoise a créé une tradition de protestations et de luttes diverses contre les accords parlementaires, les lois et les gouvernements.

En mai 1974, le Parti libéral, au sein d'un gouvernement minoritaire, mit en avant quelques-unes des premières mesures d'austérité suggérées par la crise. Ces mesures, comparées à celles votées ultérieurement par le Folketinget - le Parlement danois -, n'étaient pas très sévères.

Mais elles provoquèrent de fortes réactions de la part des travailleurs. 200 000 firent grève et le même nombre prit part à des manifestations à Copenhague, la capitale danoise. De plus petites manifestations eurent lieu dans de nombreuses autres villes du pays.

Plus tard, en 1974, il y eut d'autres grèves et d'autres manifestations contre le gouvernement du Parti libéral, qui dut démissionner au début 1975. Après les élections législatives, la social-démocratie forma un gouvernement.

Le parti continua et aggrava la politique de crise. Il opéra des coupes dans le secteur social, la santé et l'éducation. D'importantes subventions furent accordées aux capitalistes.

Des limites étroites furent fixées aux négociations en vue d'un accord général qui eurent lieu entre LO et l'organisation patronale danoise.

Le dernier élément de la politique de crise consista à tracer le cadre législatif de l'accord général et à définir certaines limites aux hausses salariales, dès avant le début des négociations.

Cette politique des revenus encouragea le durcissement du patronat dans les négociations

salariales locales. L'organisation patronale danoise soutint financièrement les patrons qui refusaient les hausses salariales. De cette façon un front se constitua composé des employeurs, des partis bourgeois et du gouvernement social-démocrate. C'est ce que nous appelons, au Danemark, le «front zéro» - zéro se référant à l'absence totale de hausse de salaires.

Les gouvernements social-démocrates ont pu accomplir leur tâche sans rencontrer la même réaction que le gouvernement libéral de 1974.

Il a été beaucoup plus difficile de mobiliser contre ce que les travailleurs considèrent majoritairement comme un «gouvernement ouvrier» que contre un gouvernement ouvertement bourgeois. La propagande social-démocrate affirmant que la politique du parti et du gouvernement, les choses étant ce qu'elles sont, n'étaient qu'un moindre mal, a connu une réussite partielle.

Ceci a été possible également en raison du taux de chômage croissant qui affaiblit le potentiel de lutte de la classe ouvrière.

Le nombre des chômeurs atteint aujourd'hui les 200 000.

A coup sûr, il y a eu des protestations et des grèves contre certaines lois social-démocrates en matière de politique des revenus, mais elles sont allées en décroissant. L'attitude des trois autres partis ouvriers représentés au Parlement en est une cause. Ils n'ont pas été capables de mettre en avant une solution de rechange politique globale convaincante à la social-démocratie. Au contraire, le DKP, bien plus influent dans les syndicats que SF ou VS, a tenté de contenir les mouvements et activités dirigés contre la politique des revenus.

Cette lutte contre la politique des revenus s'est surtout déroulée au niveau local. Il y a eu quelques grèves de longue durée pour de meilleurs salaires et contre les licenciements, et certaines ont été victorieuses.

Pour ce qui est des projets de nouveaux logements onéreux, les gens ont boycotté le paiement des loyers ou de leur hausse.

Les étudiants et les apprentis sont entrés en action pour protéger leur droit de regard sur l'enseignement et pour des subventions plus importantes.

Les parents ont protesté contre la mauvaise qualité des jardins d'enfants. Ils ont suspendu leurs paiements. A Copenhague, des parents et des chômeurs ont empêché six mois durant la démolition d'une crèche, mais à la fin, la force et la brutalité de la police l'emportèrent.

Ces actions et d'autres ont montré que des secteurs sont prêts à combattre la politique de crise. Mais ces luttes sont demeurées locales et isolées, avant tout parce que personne n'a mis en avant avec assez de force une perspective politique cohérente.

La politique bourgeoise de crise pratiquée par la social-démocratie, avec le soutien de partis bourgeois, n'a eu qu'un résultat : la stagnation du niveau de vie réel, l'accroissement du chômage et l'affaiblissement de la classe ouvrière.

## LE GOUVERNEMENT DE COALITION-PRETEXTE D'UNE POLITIQUE BOURGEOISE

A la même époque, les crises parlementaires sont devenues plus fréquentes.

Au début de cet été, quatre partis bourgeois, parmi lesquels le Parti libéral, proclamèrent qu'ils allaient collaborer de façon plus étroite. L'objectif était de s'unir et d'augmenter leurs forces avant de négocier avec le gouvernement.

Le but avoué du Premier ministre, Anker Jorgensen, en commençant à négocier avec le Parti libéral était de scissionner ce bloc bourgeois.

Au même moment, il s'agissait de construire un gouvernement fort pour les négociations



à venir sur les accords généraux du printemps 79. Le nouveau gouvernement de coalition contrôle juste un peu moins de la moitié des membres du Parlement. Par conséquent, il n'a besoin du soutien que d'un ou deux petits partis bourgeois pour avoir une majorité pour ses propositions.

Dès les négociations ultra-secrètes qui durèrent trois semaines entre les deux partis, il était clair qu'un tel gouvernement de coalition signifiait l'aggravation de la politique de crise bourgeoise. Anker Jorgensen cherchait un alibi pour cette aggravation : la coalition en fit office.

Auprès des membres du parti et du reste de la classe ouvrière, il peut donc justifier les attaques contre la classe ouvrière en se référant aux partenaires du gouvernement.

Cela se confirma lors de l'élection du gouvernement, à la fin août. Aucune des revendications définies par les syndicats (LO) ou d'autres organisations (Union nationale des locataires) ne figurait dans le programme gouvernemental, bien entendu ; celles relatives, par exemple, à une fiscalité plus juste ou à la politique du logement. Aucune mesure contre les spéculateurs. Au contraire, le programme gouvernemental prévoit une augmentation générale des impôts indirects (TVA) de 18 à 20% ou plus. Il comprenait aussi le gel des prix, des impôts et des salaires, alors que chacun sait que seule la non augmentation des salaires sera effectivement appliquée.

A part cela, ce programme, pour l'essentiel, ne fait que prendre la suite de celui du gouvernement précédent, agrémenté de quelques vagues déclarations d'intention.

Le gouvernement se compose de 14 ministres social-démocrates et de 7 libéraux.

#### **LES SYNDICATS DECLARENT LA GUERRE AU GOUVERNEMENT**

L'annonce publique de la formation du gouvernement et de son programme engendra

immédiatement de vives réactions du mouvement syndical. Des résolutions de protestations arrivèrent des entreprises et des syndicats de tous les côtés du pays et de toutes les branches.

Dès le lendemain, les travailleurs d'un chantier naval se mirent en grève dans la ville de Frederikshavn. Dans les deux jours suivants, ils furent imités par tous les chantiers navals du Danemark. Les éboueurs de Copenhague, les postiers et beaucoup d'autres, notamment dans l'industrie métallurgique, suivirent l'exemple.

Des manifestations furent organisées dans plusieurs villes. Le sentiment antigouvernemental était si fort que même les fédérations intersyndicales dominées par la social-démocratie participèrent aux manifestations. Cependant, elles ne consacrèrent pas leurs ressources ni leur influence à mobiliser et les dirigeants syndicaux social-démocrates profitèrent des manifestations pour signifier aux manifestants de cesser leurs grèves.

Deux syndicats nationaux, ceux des peintres et des électriciens, tinrent leur congrès pendant les grèves. Les plus hauts dirigeants social-démocrates de ces syndicats nationaux furent forcés non seulement de protester contre le gouvernement mais également de durcir le contenu de leurs résolutions...

Même le président de LO, Thomas Nielsen, s'est démarqué du gouvernement. Et partout dans le mouvement syndical les rapports traditionnellement étroits entre la social-démocratie et LO ont été mis en question.

Les protestations ont été diverses et fonction des forces politiques plus ou moins influentes suivant l'endroit : réformistes social-démocrates, réformistes DKP/SF, centristes ou révolutionnaires.

La plupart des résolutions adoptées par les meetings de protestation présentent des revendications portant sur la fiscalité, le logement et mettent

en avant l'«OD» comme une compensation aux sacrifices déjà subis afin que la classe ouvrière ne supporte pas seule les conséquences de la crise. «OD» signifie Okonomist Demokrati (démocratie économique) et est un projet social-démocrate impliquant la formation d'un fond central géré par LO destiné à cogérer les entreprises. Le mouvement syndical est ainsi censé, localement et centralement, accroître son influence sur les décisions et la gestion de l'entreprise.

Le résultat réel sera un apport supplémentaire de capital provenant des travailleurs qui seront liés à «leur» propre firme. On aboutirait à une baisse considérable de la solidarité et de la combativité ouvrière.

Quelques soient leurs différences, la plupart des résolutions ont en commun une dissolution de l'idée même du gouvernement de coalition entre le Parti libéral et le Parti social-démocrate sans que beaucoup d'importance soit accordée au programme du gouvernement en tant que tel. Ce point de vue pénètre profondément désormais les rangs des syndicats social-démocrates.

## **conférences sur la libération des femmes**

**Alexandra  
Kollontaï**





## IMPORTANTE SCISSION AU SEIN DE LA SOCIAL- DEMOCRATIE

Dans le parti social-démocrate lui-même des critiques sévères ont été faites et des protestations se sont élevées. Dans la seconde ville du Danemark, Arhus, une réunion de toutes les instances de direction locales et régionales, des conseillers municipaux, des parlementaires, s'est démarqué avec force du gouvernement. Deux directions locales ont démissionné et de nombreux membres ont quitté le parti.

Des militants ouvriers social-démocrates tentent de construire un nouveau parti ouvrier : le Reform Parti (le Parti des réformes) qui s'engage à pratiquer une politique social-démocrate. Mais ce projet n'a aucune chance, concurrençant trois partis ouvriers réformistes et un centriste. Les critiques émises au sein de la haute hiérarchie du parti portèrent davantage sur la procédure utilisée que sur le fond politique - former un gouvernement avec le Parti libéral. Pour ce qui est des parlementaires, un seul d'entre eux vota contre les premières mesures du nouveau gouvernement. Pour cette raison, les syndicalistes social-démocrates discutent à présent de placer davantage des leurs dans le groupe parlementaire de leur parti.

Quelques soient les carences des actions entreprises par des militants syndicaux et social-démocrates, actions qui n'aboutirent pas à un règlement définitif avec la coalition, les événements liés à la formation du gouvernement ont provoqué la plus importante scission au sein de la social-démocratie depuis que communistes et syndicalistes ont quitté le parti au début du siècle. Jamais auparavant, autant de social-démocrates n'avaient déclaré la guerre à un gouvernement à participation social-démocrate.

Cette scission se produit au fil d'une ligne de classe classique : plus l'on se rapproche de la base, plus les réactions de refus sont vives. Et la bureaucratie syndicale a fait montre de

plus de vigueur oppositionnelle que la bureaucratie d'Etat ou l'appareil du parti.

Quoiqu'il en soit, il ne peut être exclu que le parti et le gouvernement tiennent bon, au moins jusqu'aux négociations générales du printemps 79. Aucune force assez considérable n'existe à la gauche de la social-démocratie capable de mettre en avant une alternative politique réelle au gouvernement de coalition et de mobiliser la classe ouvrière et ses alliés potentiels contre la collaboration de classe.

## LES AUTRES PARTIS OUVRIERS

Comme il a été mentionné, il existe trois autres partis ouvriers qui sont représentés au *Folketinget*. Pendant la crise ils ont souvent formé un front commun, mais inconsistent, au *Folketinget* contre la politique bourgeoise. C'est pour cela qu'ils sont considérés par la majorité comme une aile gauche dans la politique danoise.

Le SF est un parti réformiste. Il a été fondé en 1958 par une scission de droite du Parti communiste officiel. Son but déclaré est de tirer la social-démocratie vers la gauche en participant à des négociations sur les principes de la social-démocratie. Une aile de ce parti, malgré cela, participe à des activités de masse dans différents mouvements.

Le DKP est le parti stalinien danois pro-Moscou. C'est un parti clairement réformiste qui rejette «l'eurocommunisme». C'est lui le plus influent dans les syndicats après la social-démocratie. Ce parti est majoritaire dans bon nombre de directions syndicales locales, il est minoritaire au sein des directions syndicales au plan national, et ne dirige que le syndicat des marins.

VS est un parti centriste. Né en 1967 en tant qu'aile gauche de SF. La raison était l'attitude

de SF, soutenant le gouvernement minoritaire social-démocrate et votant une attaque contre les compensations automatiques à la hausse des prix. Ce parti combine l'opportunisme au Parlement avec une attitude ultra-sectaire au sein du mouvement de masse envers la social-démocratie et la majorité de la classe ouvrière qui la soutient.

Ces trois partis ont réagi au gouvernement de coalition de classe en formant une autre coalition de classe. Ils ont publié, avec un petit parti bourgeois, le *Retsforbundet*, une résolution dont il ressort, pour l'essentiel, que ces quatre partis contrôlent, avec la social-démocratie, une majorité au Parlement.

En promettant de soutenir certaines des propositions social-démocrates non reprises dans le programme gouvernemental; en opposant leur projet «d'une majorité différente» à celle formée par la social-démocratie avec les principaux partis bourgeois; en mettant sur pied leur propre formule de collaboration de classe, les partis en question se sont totalement coupés de l'opposition naissante dans la social-démocratie et n'ont fait que présenter une «alternative» qui n'a rien d'une alternative réelle. Leur résolution évite quelques-uns des problèmes essentiels de la classe ouvrière, tout simplement parce que le cas contraire aurait engendré de sérieuses divergences entre eux et un vieux parti bourgeois libéral. L'exemple type est celui de la lutte contre le chômage.

De plus leur résolution ne dépasse jamais la dimension parlementaire et par conséquent il ne sera même pas possible d'atteindre les objectifs modestes et divers sur lesquels ces partis sont tombés d'accord.

Ceci fut très clair dès la conférence de presse au cours de laquelle la résolution fut présentée. Le président du *Retsforbundet* déclara que son parti était fortement hostile à toute action extra-parlementaire.



A part cela, les trois partis et leurs membres participent aux manifestations et aux grèves contre le gouvernement, sans toutefois leur donner de perspective politique ou organisationnelle.

VS a démontré son incapacité totale à mettre à profit les possibilités mises en évidence au sein de la social-démocratie depuis la formation du gouvernement. VS consacre la majeure part de sa propagande à montrer que rien de substantiel n'a été changé par la participation du Parti libéral au gouvernement. Les mouvements sociaux doivent continuer leurs luttes, affirme VS, contre la politique des revenus et l'austérité en n'accordant aucune attention spéciale au type de gouvernement en place.

## LA REPONSE DES REVOLUTIONNAIRES

En revanche, la Ligue socialiste révolutionnaire - Revolutionaere socialisters forbund (RSF) - a présenté une claire réponse lutte de classe. RSF est la section danoise de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Elle a déjà obtenu des succès en présentant ses propositions, même si sa taille et sa force l'empêchent d'avoir une influence décisive sur le développement de la mobilisation.

La RSF a expliqué ce qu'est le Parti libéral, comment la direction social-démocrate va utiliser la coalition, et pourquoi cela ne signifie rien de bon pour la classe ouvrière.

Dans une résolution du Comité central de la RSF, quelques-unes des revendications soulevées dans les syndicats et dans d'autres mouvements sont mentionnées, et la question est posée : quelles perspectives existent pour ces revendications, si le Parti libéral est au gouvernement ? Cette résolution dit par exemple : *« Il existe, à juste titre, un grand mécontentement à propos des impôts. La classe ouvrière paie 80% des impôts, alors que les employeurs, les requins de*

*l'immobilier et autres spéculateurs ne paient qu'une petite fraction de ce qu'ils soutirent aux travailleurs danois.*

*« Nous nous demandons si une loi fiscale plus juste a beaucoup de chance d'être mise en œuvre tant que le Parti libéral est au gouvernement. Pourquoi ce parti accepterait-il de taxer la classe sociale qu'il représente, c'est-à-dire la classe capitaliste ? »*

## POUR UN GOUVERNEMENT OUVRIER

Comme solution de rechange au gouvernement de coalition, la RSF met en avant la revendication d'un gouvernement composé par les quatre partis ouvriers. Mais comme le montre la résolution : *« Nous savons que rien ne sera réglé uniquement parce que les partis ouvriers formeront un gouvernement. Nous devons exiger que ce gouvernement mette en œuvre une politique qui soit dans l'intérêt de la classe ouvrière, et nous devons être prêts à entrer en action pour lui faire faire cela. Ou alors ce ne sera pas le gouvernement ouvrier dont nous avons besoin. »*

La résolution définit les revendications qui doivent constituer une politique ouvrière. C'est les mêmes exigences que la RSF met en avant et soutient dans les syndicats et autres mouvements de masse :

- la revendication pour une semaine de travail de 35 heures sans déduction de salaire ni augmentation des cadences. Cette revendication gagne de plus en plus de soutien dans les syndicats. Récemment le président du Syndicat national des travailleurs de la métallurgie a déclaré que cette revendication devait être soulevée dans les négociations pour un accord général.
- Le paiement de la partie de l'ajustement des salaires à l'augmentation du coût de la vie qui a été gelée. Cette partie a été volée aux travailleurs par une loi d'août 1977. Au lieu que les employeurs donnent cette somme directement aux travailleurs, c'est l'Etat qui a touché cet argent et l'a versé au fonds de retraite des travailleurs. Un paiement immédiat s'élèverait à 6000 couronnes danoises (1200 dollars US). C'est la revendication la plus répandue dans les syndicats actuellement.

Pour le 40<sup>e</sup> anniversaire  
de la fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale

en souscription



Un volume, format 13,5 x 21 cm, de 420 pages, avec une introduction pour chaque conférence ou congrès, des notices historiques et les biographies de personnalités et militants cités.

Parution : fin novembre 1978.



- L'amélioration de l'ajustement des salaires à l'augmentation du coût de la vie, afin que celle-ci soit compensée à 100%, ce qui est une revendication pour l'échelle mobile des salaires.
- Des propositions pour une amélioration de la situation des chômeurs.
- 40 000 nouveaux appartements par an. Ceci est une promesse électorale du parti social-démocrate, que ce parti n'a pas réalisée.
- Pas d'augmentation des loyers.
- Arrêt des préparatifs à la production nucléaire au Danemark.
- Suppression de la circulaire ministérielle interdisant les piquets de grève lors des grèves ouvrières et d'autres luttes.

Un certain nombre d'autres revendications sont mises en avant, concernant certains groupes et la défense des droits démocratiques. Ces derniers ont été sérieusement attaqués pour réprimer les luttes contre la politique des revenus.

La RSF explique dans sa résolution qu'une telle ligne ne sera pas acceptée comme allant de soi par les employeurs. Ces revendications touchent à la propriété privée, et beaucoup d'entre elles ne pourront pas être réalisées tant que la chasse au profit est la force déterminante dans la société.

C'est pourquoi le gouvernement ouvrier doit être prêt à mettre en œuvre un vaste programme de nationalisations, comprenant entre autres les compagnies qui n'accepteront pas les revendications des ouvriers, ainsi que l'ensemble du secteur du bâtiment et de l'industrie de la construction.

## LA POLITIQUE REVOLUTIONNAIRE DANS LES USINES

Cette ligne politique a été explicitée par le journal bimensuel de la RSF, *Klassenkampen - Lutte de classe* - et par un petit fascicule distribué à 20 000

exemplaires. Elle reproduit les parties les plus importantes de la résolution du Comité central.

Des membres de la RSF ont présenté cette plate-forme dans les usines, dans les syndicats, dans les quartiers et dans différents mouvements où ils travaillent.

Aussi bien *Klassenkampen* que le fascicule ont été reçus favorablement à beaucoup d'endroits, et les membres de la RSF ont été soutenus dans plusieurs de leurs propositions. On rencontre une certaine aversion, néanmoins, dans les autres mouvements que les syndicats, envers l'idée d'inclure dans leur plate-forme une position sur la question du gouvernement.

Mais sur certains lieux de travail des membres de la RSF ont pu gagner la majorité à leurs propositions.

Par exemple un délégué d'atelier représentant 115 ouvrier d'une grande usine de porcelaine, Bing & Grondahl, à Copenhague, a obtenu le soutien de ses camarades pour une résolution dont les revendications essentielles sont identiques à celles exposées précédemment.

La résolution appuie la proposition d'une journée nationale de protestation pour le 3 octobre. Cette proposition a été mise en avant pour la première fois par les syndicats de Fredericia, une ville de province. Elle est maintenant soutenue par d'autres parties du mouvement syndical.

## FAIRE DU 3 OCTOBRE UNE JOURNEE DE PROTESTATION

Les protestations directes n'ont duré que quelques jours. Au bout d'une semaine, toutes les grèves et les manifestations se sont arrêtées.

La tâche actuelle est de préparer une forte manifestation pour le 3 octobre, où de plus grandes parties encore de la classe ouvrière manifestent et

fassent grève contre le gouvernement. Cette journée doit être aussi une préparation des mobilisations nécessaires pour les négociations sur l'accord général.

A la prochaine occasion, la confrontation décisive entre le gouvernement de coalition et la classe ouvrière aura lieu. Le gouvernement essaiera d'une façon ou d'une autre d'empêcher que la classe ouvrière n'obtienne la moindre amélioration, et une certaine répugnance est largement répandue dans les syndicats contre tout étalage d'autorité de la part d'un gouvernement auquel participe le Parti libéral.

Mais les dirigeants au sommet de LO sont social-démocrates et ne sont absolument pas intéressés à mobiliser la classe ouvrière contre le gouvernement. Ils essaieront de réduire les revendications avant même qu'elles soient présentées aux employeurs, et ils seront de même prêts à se rendre à leur avis.

Une proposition gouvernementale est celle de négociations tripartites entre le gouvernement, les syndicats et les employeurs. Ils veulent que ces négociations décident de l'issue des accords généraux. De cette façon, ils vont priver le mouvement syndical de ses droits à négocier et à agir.

LO a dit non à ces négociations lorsqu'elles ont été présentées par le gouvernement, mais quelques jours après ils se rétractaient déjà.

La RSF voit comme l'une de ses tâches dans la période à venir de soutenir et d'encourager un courant oppositionnel dans la social-démocratie, de renforcer l'hostilité au gouvernement, et de garder la volonté d'actions à venir, comme on l'a déjà montré.

Cela doit être fait en répandant l'idée d'une solution de rechange au gouvernement de coalition, et en faisant du 3 octobre une expérience que le gouvernement et la direction des syndicats ne pourront oublier.





Iran

## Le régime en crise

*Le bilan de la «libéralisation» du régime du Shah est clair!*

*Tout autant que la défense des «droits de l'homme»*

*par le président Carter!*

*Mais la crise économique persiste, multipliant les conflits inter-capitalistes et nourrissant la lutte des classes.*

Saber NICKBIN

L'article que nous publions ci-dessous trace largement le cadre économique et social sans lequel il est difficile de comprendre l'acuité de la crise du régime du Shah, accélérée et approfondie par le récent soulèvement des masses iraniennes.

Nous avons publié dans *Inprecor* No 31 (22 juin 1978), un témoignage sur l'emploi quotidien de la torture en Iran. Nous reviendrons dans un prochain numéro sur l'évolution des forces politiques et religieuses du pays.

● L'instauration de la loi martiale dans douze grandes villes iraniennes - qui a causé 1000 morts dès le premier jour - représente un tournant important dans le processus d'approfondissement de la crise de la classe dirigeante iranienne. Cette crise a été marquée par le développement du mouvement de masse le plus significatif depuis plus d'un quart de siècle. Pendant un an, un mouvement spontané de protestation contre la dictature répressive du Shah s'est développé. Il s'est transformé en une puissante mobilisation de millions de personnes appelant au renversement de la monarchie.

La croissance rapide de ce mouvement, dont l'ampleur et la profondeur ont surpris la plupart des observateurs, aurait pu créer une situation pré-révolutionnaire en Iran pour la première fois depuis le coup d'Etat de la CIA en 1953, qui avait remis le Shah sur le trône. A un certain moment, le mouvement de masse a pris des dimensions explosives et incontrôlables. La démoralisation croissante de l'armée menaçait la capacité du régime à contrôler la situation.

Un jour avant la proclamation de la loi martiale, rien qu'à Téhéran, près d'un million de manifestants criaient : «Mort au Shah» et demandaient aux soldats de les rejoindre. Le régime iranien, en faisant appel, une fois de plus, à la force des tanks, a été obligé d'admettre que la garantie des droits démocratiques, même les plus élémentaires, pouvait engendrer le mouvement de masse le plus explosif demandant son renversement.

En dépit du fait qu'aujourd'hui plus de 50000 soldats bien armés, avec environ 3000 tanks, patrouillent chaque jour dans toutes les villes importantes et que tout rassemblement de plus de trois personnes est interdit, le régime prétend qu'il continue sa politique de «libéralisation». Cette «politique» a eu jusqu'à présent pour résultat la mort de plus de 10000 personnes en un an. Il y a encore plus de 100000 prisonniers politiques. Le contrôle total de la Savak (police politique) sur l'ensemble de la presse et des mass media reste en place. Avant cette politique de «libéralisation», les gens pouvaient au moins se rencon-

trer dans les mosquées. Aujourd'hui, même ceci n'est plus possible. Plus qu'autre chose, la répression s'est durablement aggravée, et tout tend à prouver qu'elle pourrait augmenter.

### «LIBERALISER» AVEC UNE LOI MARTIALE !

La classe dirigeante iranienne a justifié cela en disant que le Shah veut effectivement libéraliser la vie politique, que son régime a déjà commencé à garantir beaucoup de libertés. Cependant, il avait sous-estimé un problème : la nouvelle atmosphère de libertés politiques a permis aux dirigeants religieux conservateurs de devenir actifs et de pousser les masses iraniennes superstitieuses à la révolte contre le Shah moderniste ! La plupart des forces conservatrices n'ont soi-disant pas pu digérer le rythme rapide des réformes imposées par le Shah au début des années 60. Maintenant qu'elles en ont l'occasion, elles invitent les masses iraniennes à se soulever contre le processus d'«occidentalisation».

C'est pour cela que le régime du Shah n'a pas d'autre choix que de maintenir un contrôle sévère tout en accordant



graduellement des libertés politiques, même si cela signifie imposer la loi militaire sur tout le pays !

Que cela manque totalement de sens et ait été mijoté par la machine à propagande du régime et de ses alliés impérialistes est évident. Aussi religieux et superstitieux que puissent être les Iraniens, ils ont néanmoins la plus grande tradition de lutte pour la liberté, contre toutes les sortes de réaction et de répression, de tout le Moyen-Orient. La Révolution constitutionnelle de 1906-1909, qui a obligé la dynastie Qajar à garantir une constitution; le mouvement Jangali de la fin des années 1910, qui a conduit à l'établissement d'une République soviétique dans le Gilan; le mouvement de masse contre l'autocratie, pendant et après la Seconde Guerre mondiale, qui a révélé les luttes des minorités nationales d'Azerbaïdjan et du Kurdistan contre l'oppression nationale et a conduit à l'établissement de républiques autonomes à l'ouest de l'Iran; le mouvement de masse contre l'impérialisme, qui a abouti à la nationalisation de l'Anglo Iranian Oil Company en Iran et qui a été vaincu après le coup de 1953 : tout cela ne représente que quelques-uns des chapitres de la révolution iranienne. Toutes ces luttes sont rapidement devenues des mouvements révolutionnaires de masse, qui auraient pu ouvrir la dynamique de la révolution permanente en Iran.

### LES CHANGEMENTS DES RAPPORTS DE FORCES ET L'ECLATEMENT DES CRISES

Quelles en sont les raisons ? L'intégration de l'Iran dans le système impérialiste mondial a induit une crise socio-économique permanente qui n'a pu être contenue que par l'autocratie et la réaction, soutenues et armées jusqu'aux dents par l'impérialisme. La crise agraire, la question nationale, la très faible industrialisation et la domination par l'impérialisme, ont ensemble créé les conditions pouvant rendre réellement explosif n'importe quel mouvement de masse contre l'autocratie. Cha-

que fois qu'un changement dans les rapports de force entre les classes l'a permis, les masses se sont révoltées contre l'Etat.

Chaque fois le mouvement s'est étendu à des luttes révolutionnaires concernant toutes les tâches historiques fondamentales de la révolution iranienne.

En ce sens, la croissance soudaine du mouvement de masse au cours des derniers quatorze mois n'est pas une exception. Mais il y a une différence très importante. Dans le passé, tous les soulèvements révolutionnaires en Iran ont été rendus possibles par des changements soudains dans les rapports de forces entre les classes, dus à des bouleversements soudains de la situation internationale et à des « causes externes » qui ont conduit à un affaiblissement soudain des forces de la réaction en Iran.

Et dès que les facteurs extérieurs étaient remis en place, les rapports de forces retrouvaient plus ou moins leur état original permettant aux forces réactionnaires d'imposer une défaite durable au mouvement de masse. Par exemple, la Révolution constitutionnelle a eu lieu immédiatement après la Révolution de 1905 en Russie. Elle a commencé dans des zones qui étaient sous l'autorité des forces impériales tsaristes. Aussitôt que le régime tsariste s'est consolidé en Russie, il a aidé la réaction iranienne à mettre la révolution en déroute. Pendant la Seconde Guerre mondiale, les invasions de l'Iran par les forces alliées, et particulièrement la présence de l'Armée rouge sur le sol iranien, avaient créé des rapports de forces très favorables pour le mouvement de masse. Mais dès que la bureaucratie stalinienne a fait un accord avec le régime iranien, les forces du gouvernement central ont réussi à écraser le mouvement des nationalités opprimées.

Cette fois, la situation est différente. Le changement dans les rapports des forces sociales, qui a affaibli le régime du Shah et permis au mouvement de masse de se développer, est dû essentiellement à un bouleversement

interne graduel, qui s'est produit durant les deux dernières décennies. Il a franchi un seuil qualitatif grâce à l'émergence de la crise structurelle de l'économie iranienne. Rien n'indique que la classe dirigeante iranienne puisse inverser fondamentalement cette tendance ou résoudre la crise. C'est pour cela qu'il y a toutes les chances pour qu'en dépit de la loi martiale les masses iraniennes ne soient pas défaites et pour que leur mouvement contre le régime du Shah resurgisse dans un avenir relativement proche.

### LA CRISE STRUCTURELLE DE L'ECONOMIE IRANIENNE

Tous les indicateurs économiques principaux montrent qu'après deux décennies de croissance considérable de l'économie iranienne, une crise profonde s'est développée depuis la fin de 1976. Après une croissance rapide du secteur industriel, de la population urbaine, de l'agriculture capitaliste et de l'emploi des travailleurs salariés, l'économie iranienne entre maintenant dans une crise qui s'approfondit sans cesse. Le secteur agricole est dans un état d'effondrement quasi total; la croissance du secteur industriel s'est arrêtée; le nombre d'indigents dans les villes s'est accru jusqu'à atteindre plusieurs millions. En dépit du revenu énorme du pétrole, l'Iran a maintenant un déficit considérable de sa balance commerciale. Pour couronner le tout, l'inflation galope à un taux supérieur à 30%. La formation de capital fixe global annuelle dans l'industrie a diminué de près de 45% entre mars 1976 et mars 1977 par rapport à la période précédente. Cette diminution est la plus forte dans les gros investissements de plus de 100 millions de rials (65 réals correspondent à environ 1 dollar US - plus de 70%). Plus de 80% de l'ensemble des investissements se sont effectués dans les usines existantes plutôt que dans de nouveaux projets. La fuite des capitaux d'Iran a augmenté jusqu'au chiffre étonnant de plus de trois milliards et demi de dollars (six fois plus que le total des exportations, non comptés le pétrole et le gaz).



Le chômage et le sous-emploi ont sévèrement augmenté, et pour la première fois depuis des années le nombre des salariés a commencé à décroître.

Il est clair que, pour la première fois dans l'histoire iranienne, nous faisons face à une crise capitaliste de surproduction. Mais ce n'est pas n'importe quelle crise temporaire de surproduction. C'est une crise structurelle qui résulte de l'intégration de l'économie iranienne dans le marché mondial et il est difficile de voir comment elle pourra être résolue sans un retrait total du marché mondial.

### LE CHANGEMENT DU ROLE DE L'ECONOMIE IRANIENNE DANS LE MARCHE MONDIAL

Afin de comprendre la nature structurelle de cette crise et ses effets sur la lutte de classes, nous devons regarder de plus près les changements qui sont intervenus en Iran dans la période récente (depuis les années 60). Ces changements - qui ont été associés avec la « Révolution blanche » du Shah et avec son désir de « modernisation » de l'Iran -, ont leur origine directe dans la nouvelle phase de centralisation et de concentration internationales de capital correspondant à la phase de « capitalisme du troisième âge ». Avec l'importance croissante des revenus issus des paiements pour transfert de technologie, source principale des surprofits monopolistiques, certains changements dans le rôle fondamental joué par les pays sous-développés à l'intérieur de l'économie capitaliste mondiale sont devenus nécessaires.

Pendant cette phase, les monopoles internationaux sont moins intéressés par ces pays comme débouchés pour leur capital suraccumulé, que comme marchés principaux pour l'exportation des biens et services technologiques.

Ceci se reflète dans le fait qu'aujourd'hui l'échange inégal a remplacé le rapatriement des capitaux et des profits monopolistiques comme mécanisme

principal de transfert de valeurs des pays sous-développés aux centres capitalistes avancés. De plus, le capital exporté lui-même n'est plus seulement investi dans la production de matières premières pour le marché international, mais aussi dans la production de biens destinés au marché interne des pays sous-développés, qui actuellement n'est plus insignifiant.

Cette phase dans le développement du système capitaliste mondial, qui a été associée avec ce que l'on appelle la politique de néo-colonialisme, a engendré un certain nombre de modifications importantes dans les relations entre les pays sous-développés et les métropoles. Pendant cette phase, contrairement à ce qui se passait dans les premiers stades de l'impérialisme, les pays capitalistes avancés ne peuvent plus, ou ne veulent plus, contrôler le marché interne du capital dans les pays sous-développés.

Octobre 1977 : l'association des écrivains organise 10 « soirées des écrivains et poètes » dirigées contre la censure gouvernementale. Plus de 10 000 personnes assistèrent à chacune de ces soirées.  
Janvier 1977 : les étudiants - bientôt rejoints par les enseignants - se mobilisent massivement pour le retrait des troupes en poste sur les campus depuis 1972. Une série de grèves est déclenchée pour les droits politiques et civiques.

En fait, les monopoles internationaux s'intéressent maintenant beaucoup à encourager la formation d'une bourgeoisie indigène et à faciliter l'accumulation interne de capital dans les secteurs productifs. Afin de transformer les pays sous-développés en débouchés pour la surproduction de biens technologiques, il faut encourager la réalisation d'investissements productifs par la « bourgeoisie nationale ». C'est pourquoi la fonction des Etats dépendants de ces pays - qui avaient été l'instrument principal pour obliger la bourgeoisie « nationale » à se lancer dans des secteurs improductifs et subsidiaires de l'économie et pour garantir que la concurrence entre la bourgeoisie « nationale » et la bourgeoisie impérialiste soit toujours résolue dans l'intérêt de cette dernière - s'est maintenant transformée. Actuellement, ils doivent créer les conditions du développement d'une

classe indigène d'entrepreneurs capitalistes, dépendant technologiquement des pays capitalistes avancés, et qui, associés avec le capital étranger, exploiteraient et étendraient le marché interne des pays sous-développés.

### LES CONDITIONS DES CHANGEMENTS

L'Iran a été un des rares pays dans lesquels ces mutations ont été réalisées de façon plutôt satisfaisante. L'Etat fort, l'importance du marché interne et les ressources considérables des échanges avec l'étranger, dues aux revenus du pétrole, ont créé des conditions favorables pour que cette transformation ait lieu. Ceci a été fait en se débarrassant d'un certain nombre d'obstacles sur la route de l'accumulation capitaliste, qui avaient été créés dans les phases précédentes de la domination capitaliste sur l'Iran. A l'aide de l'intervention directe de l'Etat,

tous les problèmes structurels de l'économie iranienne qui empêchaient la transformation de l'épargne et des richesses accumulées en investissements productifs ont été supprimés. Toutes les institutions de base dont on avait besoin pour assurer une assistance financière, technique et de gestion à la nouvelle classe capitaliste ont été créées.

A travers le « deuxième plan économique » (1955-1962) qui a été financé par les revenus du pétrole, les prêts de la BIRD (Banque mondiale) et les aides du gouvernement américain, les changements d'infrastructures nécessaires pour faciliter la circulation interne des marchandises ont été réalisés. Plus de 15% du budget ont été dépensés pour améliorer les réseaux de transport, les communications, la production d'électricité, et pour augmenter la capacité des ports iraniens les plus importants.





La réglementation du commerce extérieur a été graduellement transformée entre 1958 et 1961, pour remplacer la « politique des portes ouvertes » des périodes antérieures par un contrôle étroit et sélectif sur les importations de biens de consommation et par de fortes restrictions à l'importation des biens d'équipement et des produits nécessaires à la production de certains biens de consommation. Cette nouvelle politique a obligé beaucoup de gros commerçants iraniens et de compagnies étrangères à commencer à produire en Iran même les denrées qui autrefois étaient importées. Les réformes agraires ont obligé une grande partie de la paysannerie à quitter la terre et ont engendré la transformation des fortunes liées à l'agriculture en capitaux investis dans les industries nouvellement créées. Des millions de paysans ont été forcés d'émigrer vers les villes, afin de procurer à ces dernières de la main-d'œuvre à bon marché, et les terres achetées aux grands propriétaires fonciers ont été payées sous la forme de participation dans les nouvelles industries.

En 1957, la Banque industrielle de crédit (possédée par l'Etat) a été créée afin de fournir des prêts à long terme bon marché pour aider à la construction de grandes usines. Cet-

te banque elle-même a participé à beaucoup d'opérations communes et de projets « pilotes » pour faciliter la croissance des industries. Plus tard, en 1969, a été créée une autre banque similaire - la Banque iranienne pour le développement de l'industrie et des mines - qui est une banque mixte avec la participation de l'Etat et celle des banques étrangères. Grâce à celle-ci, les monopoles internationaux ont pu trouver des clients iraniens, soit pour des opérations en commun, soit simplement pour acheter des usines clé-en-mains.

9 janvier 1978 : vague de manifestations contre la presse gouvernementale insultant l'ayatollah Khomeini, l'un des dirigeants les plus prestigieux des shiites musulmans. Les troupes gouvernementales ouvrent le feu et font plusieurs morts; jour de funérailles, le 18 février : davantage de victimes encore, notamment à Tabriz, qui sont solennellement enterrées le 2 avril; manifestations dans 55 villes; plusieurs morts; autre journée nationale de deuil en mai puis le 17 juin, date à laquelle les magasins des grandes villes fermèrent. Ces journées furent imitées sporadiquement à l'échelon local, par exemple dans la région kurde à Shiraz et Kermanshah ou à Meshed les 23 et 24 juillet.

Grâce à ces « réformes », l'économie iranienne a été transformée pour correspondre aux changements intervenus dans le système impérialiste mondial et au rôle qui lui a été donné par les monopoles internationaux. En ce qui concerne l'impérialisme, les résultats ont été très satisfaisants. Les importations iraniennes sont passées de 49 milliards de rials

en 1959 à 795 milliards de rials, dont 90% viennent des pays capitalistes avancés (ceci ne comprend pas les importations militaires). Plus de 75% des importations des cinq dernières années sont des biens utilisés dans le secteur productif, composés pour 45% de biens d'équipement et de pièces de rechange, et pour 30% de matières premières et de produits intermédiaires utilisés dans les nouvelles industries. En ce qui concerne l'Iran, cette transformation a signifié une croissance énorme de la formation de capital indigène et de la production capitaliste. La formation de capital fixe brute a été multipliée par vingt, de 53 milliards de rials en 1959 à 1048 milliards en 1975 (les investissements en machines représentent plus de 40% de ce dernier chiffre). La part du capital étranger dans le total de ces investissements a décru, en passant de 30% à un peu moins de 7%, pendant la même période.

Ce sont ces développements qui ont été appelés « modernisation » et « industrialisation » d'« un Iran indépendant » par le régime iranien et ses idéologues. Un fait est clair : c'est que le rôle de l'Iran dans la division internationale du travail créée par l'impérialisme est resté inchangé. Alors que les importations iraniennes se sont multipliées par quarante en deux

décennies, les exportations pétrolières ont seulement été multipliées par cinq; l'accroissement des exportations de produits manufacturés est totalement négligable. Plus de 90% des exportations non pétrolières iraniennes sont encore composées de matières premières et de tapis fabriqués à la main. La dépendance de l'économie iranienne envers le secteur pétrolier a



augmenté. En 1957, le secteur pétrolier représentait moins de 68% de toutes les exportations, alors qu'en 1974 il a atteint 97% de ces exportations.

Néanmoins, il est vrai que le secteur industriel de l'économie iranienne s'est accru considérablement pendant cette période. La part du secteur industriel (y compris les mines et la construction) dans la valeur ajoutée a augmenté de 16% du PIB (à prix constants, de 1972) en 1959 à plus de 25% en 1975. Pendant la même période, la part de l'agriculture est passée de 33% à 14,5%. En 1959, seulement 20,8% de l'emploi total était dans l'industrie, alors qu'en 1975 ce chiffre s'est accru jusqu'à 32%. Quoi qu'ils ne montrent certainement

Un développement inégal croissant se manifeste dans le secteur industriel aussi bien sur le plan géographique que technologique. L'inégalité des revenus est sans cesse croissante.

La production industrielle se concentre quasi exclusivement dans le domaine des biens de consommation. L'élargissement du marché intérieur est extrêmement lent. Les entreprises iraniennes sont incapables de faire face à la concurrence sur le marché mondial. Il existe une tendance permanente vers la suraccumulation et l'inflation. La couche des travailleurs salariés reste très mince. Les rapports pré-capitalistes et semi-capitalistes tendent à se stabiliser et même, dans certains cas, à se renforcer.

millions de personnes. 81,5% de la force de travail sont employés dans 860000 ateliers (une moyenne de deux personnes par unité de production). Seules 138 entreprises occupent 500 travailleurs et plus; elles regroupent 150000 salariés. La productivité dans la majeure partie du secteur industriel est donc extrêmement basse. Le seul fait que les petits ateliers artisanaux puissent continuer à survivre et, même se renforcer dans certaines branches, indique la nature de la crise du capitalisme iranien.

Les entreprises modernes n'ont pas été capables d'introduire des modifications importantes au sein du secteur attardé. Les raisons de cela ne sont pas difficiles à découvrir si l'on examine les divers secteurs de l'industrie moderne.

### TROIS SECTEURS INDUSTRIELS

Le premier secteur est composé par des entreprises produisant des biens de luxe ou de consommation durable pour une petite couche aisée de la population. Elles importent la quasi totalité de leur matière première et de leurs moyens de production. Ces biens étaient antérieurement importés. Dès lors, ils n'entrent pas en concurrence avec des productions indigènes. La majeure partie de ces entreprises ne sont que de simples usines de montage. Ainsi, même ici, aucune qualification technique n'est développée; la main-d'œuvre employée est peu onéreuse. Ces usines se trouvent en quelque sorte dans une situation d'insularité par rapport au reste de l'économie iranienne. En outre, la croissance de la demande pour ce type de biens est faible. Une grande partie des consommateurs préfère encore acheter des biens provenant directement de l'étranger. Ainsi, ces entreprises survivent actuellement grâce aux aides que leur apporte l'Etat sous formes diverses, par exemple en leur assurant parfois un monopole relatif sur le marché.

Le second secteur est formé par des entreprises produisant des biens antérieurement importés. Tout ce qui vient d'être dit

13 mars : début des protestations des prisonniers de Quasr contre leurs conditions de détention. Mouvement suivi par des dizaines de grèves, de grèves de la faim, de pétitions et par la formation du comité de défense des droits des prisonniers politiques.

Avril : début d'une lutte de longue haleine contre la fermeture de l'université Aryamehr de Téhéran, centre du combat anti-autocratique depuis des années. Le mouvement de protestation fut si intense que Rastakhiz, le journal officiel du régime et E'telaat, quotidien semi-officiel de Téhéran, durent le mentionner à plusieurs reprises.

2 juin : plusieurs centaines d'étudiantes de l'université de Téhéran manifestent contre la présence de militaires dans leurs dortoirs et contre les restrictions dans les horaires d'entrée et de sortie des dortoirs.

8 juin : Mahabad (capitale de la République kurde indépendante) : 10000 personnes manifestent lors des funérailles de Aziz Yousafi, membre du BP du Parti démocratique du Kurdistan et le plus ancien prisonnier politique du pays.

11 juillet 1978 : conférence de presse ouverte aux journalistes étrangers à Téhéran décrivant largement l'emprisonnement et les tortures infligées aux milliers de prisonniers politiques; ceci afin de remettre à sa juste place la propagande du régime sur sa «libéralisation».

22 juillet : manifestation à l'enterrement du Sheik Ahmad Kafi, dirigeant de l'opposition religieuse. Charge de la police. 40 morts à Meshed. Pour cette même occasion, des manifestations le 28 juillet à Quom, Ispahan, Shiraz, Rafsanjan, Kerman, Shahi, Hamadan, Tabriz et Jahrum.

pas le caractère contradictoire de la croissance industrielle, qui provient de sa nature particulière et dépendante. Pour montrer cela, il faut regarder de plus près le processus d'industrialisation et analyser son résultat.

### LA NATURE DE L'INDUSTRIE IRANIENNE

La croissance industrielle dépendante sur le plan technologique et produite sous l'impulsion de facteurs externes a imposé au capitalisme iranien des traits caractéristiques provoquant sa stagnation et sa crise.

Le caractère importé de la croissance industrielle signifie au fond que des greffes d'importantes entreprises modernes (utilisant peu de main-d'œuvre), ont été opérées sur des vieux secteurs traditionnels où dominent des petits artisans n'utilisant presque pas de moyens techniques. Les modifications graduelles dans ces secteurs ont été empêchées par l'importation d'entreprises clé-en-mains. Il en résulte une coexistence d'environ 2000 entreprises modernes employant quelque 250000 travailleurs et de centaines de milliers de petits ateliers totalisant environ deux



pour le premier s'applique aussi ici; si ce n'est qu'une partie des matières premières utilisées est produite en Iran. Cependant les effets d'entraînement sur l'ensemble de l'économie restent des plus limités. Auparavant, ces matières premières étaient exportées; aujourd'hui leur exportation est freinée. En outre, les acheteurs étrangers se sont tournés vers des pays produisant des matières premières à des prix plus compétitifs. Y compris des capitalistes iraniens achètent à des pays étrangers des matières premières qui sont pourtant produites en Iran. Les faillites des entreprises développant leurs activités dans ce domaine sont nombreuses.

Le troisième secteur comporte des unités de production opérant sur le même terrain que les entreprises artisanales traditionnelles. Il y a donc des heurts entre elles. Beaucoup de petits producteurs furent contraints d'abandonner leurs entreprises. Mais après une décennie de développement industriel, il est possible d'avoir une vue plus nette de la situation. Le secteur traditionnel réussit à survivre. Les entreprises modernes ne sont pas nettement plus efficaces que les unités artisanales bien organisées. La technologie importée est de seconde main, mais son coût d'installation est fort élevé. La capacité concurrentielle de ces entreprises modernes est donc restreinte. En travaillant plus et en exploitant la force de travail familiale, les petites entreprises peuvent se maintenir. En distribuant directement leur production sur un petit marché local, elles sont même capables de faire quelques profits. Néanmoins, pour elles, il n'existe aucun stimulant à l'utilisation de technologies plus avancées ou à l'expansion. Le secteur moderne a bloqué le développement de ces ateliers, mais leur survie empêche les entreprises plus avancées de dominer totalement le marché intérieur. Au sein de ce secteur, se développe ainsi une forte crise de surproduction.

#### INEGALITES DE DEVELOPPEMENT

Le développement inégal extrême de l'industrialisation pose des problèmes toujours plus

aigus. Plus de 65% des nouvelles industries se trouvent concentrées autour de Téhéran, ceci pour diverses raisons : proximité des grands marchés urbains, économies d'échelle dues à la taille plus grande des entreprises, rapports avec d'autres entreprises, etc.

fronté à une crise permanente de suraccumulation et de surproduction.

La conquête de marchés extérieurs fait partie maintenant des rêves de la bourgeoisie iranienne. Mais une force de travail à bon marché ou du pétrole à bas prix ne remplacent pas

5 août : discours du Shah à la télévision à l'occasion du 72<sup>e</sup> anniversaire de la révolution constitutionnelle de 1906. Il promet la démocratie « à l'occidentale ». « Nous donnerons le maximum de liberté politique; la liberté de parole et de la presse... ».

10 août : manifestations dans l'ensemble du pays.

11 août : des barricades à Ispahan.

12 août : promulgation de la loi martiale à Ispahan, Najafabad et Homavinsar.

19 août : 600 morts dans un cinéma d'Abadan. Le Shah accuse les « extrémistes »; l'opposition au régime s'empresse de dénoncer le caractère « incendie du Reichstag » de cette provocation probable.

21 août : les étudiants iraniens manifestent à Washington et à Paris rejetant l'incendie criminel sur le régime.

26 août : les cérémonies funéraires pour les victimes d'Abadan se transforment en violentes manifestations antirégime au cri de « mort au Shah ».

Par contre, les petites entreprises artisanales peuvent produire pour des petits marchés locaux dispersés. En outre, elles peuvent profiter plus facilement des sources indigènes de matières premières et des liens avec d'autres entreprises complémentaires sur le plan local.

La consommation privée épouse cette inégalité. En 1953, les dépenses de consommation dans les zones rurales étaient à peu près égales. En 1975, la seule région de Téhéran a dépensé deux fois plus pour la consommation que l'ensemble des zones rurales.

Ainsi, vu tous ces obstacles, le marché interne connaît une croissance fort limitée. La structure même de l'industrie iranienne ne crée pas un dynamisme interne qui induirait une expansion du marché et une accentuation de la division du travail. Les échanges entre le département 1 (produisant les moyens de production) et le département 2 (produisant les moyens de consommation) qui, dans le système capitaliste, sont déterminants pour l'élargissement du marché intérieur, sont quasi inexistantes. En dehors de la production des matières premières, le département 1 se réduit à sa plus simple expression. Ainsi, même si le secteur moderne pouvait acquérir le contrôle hégémonique de tout le marché intérieur, il serait con-

une technologie efficace et dont le coût est inférieur. Sur le marché mondial les exportateurs iraniens pourront difficilement marquer des points !

#### LA STAGNATION DE L'AGRICULTURE

Selon les idéologues du régime, la réforme agraire devait permettre la modernisation de l'agriculture iranienne et l'apparition d'une paysannerie bien portante. Aucun des objectifs fixés n'a été atteint. En 1975, l'agriculture iranienne employait 36% de la force de travail, mais ne participait que pour 9,3% au PIB.

Non seulement l'Iran, après des décennies d'industrialisation, n'est pas capable d'exporter des biens manufacturiers, mais aujourd'hui, il doit importer de la nourriture, pour un total de deux à trois milliards de dollars par an.

Selon les agences de propagande gouvernementales, l'origine de cette situation doit être recherchée dans le « manque d'attention » du gouvernement pour l'agriculture, alors qu'il concentrait son attention sur la « rapide industrialisation ». En outre, le gouvernement affirme que l'élévation du niveau de vie a impliqué une croissance de la demande de biens de subsistance, alors que l'émigration des paysans vers les villes provoque un manque de main-d'œuvre agricole.



En fait, l'industrialisation a contraint les paysans à réduire leur activité à l'agriculture de subsistance. L'industrie ne peut absorber ni les paysans expulsés de leur terre, ni le surplus annuel de population.

En outre, la superficie des terres arables n'a pas augmenté, quand bien même la population rurale a crû de 5 millions de personnes. Les terres les plus fertiles ont été utilisées pour la production vouée à l'exportation. Ainsi, pour survivre, les familles paysannes sont réduites à travailler énormément, à mobiliser toute la force de travail familiale, ne serait-ce que pour leur propre subsistance. La réforme agraire n'a pas impulsé une croissance du nombre de salariés, mais, par contre, elle a provoqué une croissance du nombre de travailleurs non-payés, employés dans la famille. Ce processus se retrouve dans toute l'économie iranienne.

La pénurie des biens vivriers doit être compensée par l'importation. La production indigène doit faire face à la concurrence du blé américain, de la viande australienne, des oranges israélienne, etc. Plus d'un fermier iranien a succombé sous ces coups.

L'émigration vers les zones urbaines provoque une paupérisation drastique d'une partie de la population des villes, rejetées dans des conditions de vie pré-capitalistes. En outre, cette armée de réserve industrielle fait pression sur les salaires. Tout ceci concourt à limiter l'élargissement du marché intérieur et donc la croissance des secteurs liés à la production des biens de consommation.

## LE SECTEUR PETROLIER

L'industrie pétrolière est le joyau de la classe dominante. Bien qu'utilisant moins de 0,5% de la population active, il procure cependant 37,3% du PIB en 1975. Moderne et à un taux de productivité élevé, elle a pourtant peu d'effets d'entraînement sur le reste de l'économie. L'essentiel de sa production est composé de pétrole brut exporté. Essentiellement, elle fournit une source d'énergie à bon marché. En outre, elle offre des revenus importants à l'Etat pour ses projets : industrialisation, subsides à une agriculture déficiente, achat d'armement et entretien d'une gigantesque armée pour assurer le pouvoir de la classe dominante, etc.

Grâce à elle, les dangers imminents d'une grave crise ont été repoussés. Mais les revenus pétroliers déclinent avec l'inflation mondiale et la réduction de la demande. La crise de l'économie iranienne ne peut être résolue par l'injonction d'argent frais. La crise de surproduction peut être retardée, mais à la longue, elle se combinera avec une inflation galopante, que la Banque centrale se refuse aujourd'hui de calculer officiellement.

Les revenus pétroliers ont aussi permis à l'Etat de garantir les profits capitalistes : détaxation, création d'infrastructure, crédits à long terme à très bas taux d'intérêt, etc. Mais aucune de ces mesures ne peut empêcher l'éclatement de la crise. Les ressources financières du pétrole ont par contre multiplié les dépenses improductives et accru l'inégalité de la distribution des

revenus. Alors que la population rurale lutte contre la famine, en 1977 500 000 Iraniens ont passé leurs vacances en Europe ou aux Etats-Unis et y ont dépensé deux milliards de dollars !

Quand les revenus pétroliers décroîtront drastiquement, rien ne les remplacera. Dans les années 1980, même si les dépenses d'armement étaient réduites fortement, ce que les généraux verraient d'un mauvais œil, les revenus pétroliers risquent de ne plus fournir le coussin armortisseur actuel. La crise sera encore plus sévère. L'exportation de gaz et de produits pétrochimiques ne peut fournir un palliatif. Pourquoi les pays européens importeraient-ils du gaz d'Iran et non pas de Hollande, d'Algérie ou d'ailleurs quand on connaît les coûts élevés de transport ? De plus, l'Iran a déjà anticipé la vente du gaz. Enfin, la surproduction qui touche internationalement le secteur pétrochimique rend peu crédible une offensive d'exportation dans ce domaine. Le meilleur avenir possible pour l'industrie consisterait à pouvoir fournir le marché intérieur et à limiter les importations avec les effets positifs qui en découlent pour la balance des paiements.

## LA CRISE POLITIQUE DE LA CLASSE DIRIGEANTE IRANIE

Alors que l'éclatement d'une crise de surproduction est imminent, tous les échecs du régime sont mis en relief. L'opposition politique a pris des forces; un vaste mouvement contre la monarchie a éclaté.

Initialement, c'est la grande bourgeoisie elle-même qui a commencé à se plaindre. Jusque là, le régime du Shah avait bien servi ses intérêts. Mais dès que la crise commença à apparaître au coin de la rue, elle s'est mise à mordre la main qui l'avait nourrie. D'abord, elle s'est plainte du gaspillage croissant des ressources par l'Etat. Le régime à son tour a commencé à parler de la nécessité de taxer les profits des industries principales. La bourgeoisie a proposé un programme d'austérité visant les salaires et des mesures protectionnistes.

27 août : démission du gouvernement Amouzgar; désignation comme Premier ministre de Jaafar Sharif Emani.

29 août : Hua Kuo Feng porte un toast en l'honneur du Shah pour sa résistance à «la politique d'expansionisme et d'hégémonisme (sic) des grandes puissances».

29-31 août : Quom et Meshed : grosses manifestations.

4 septembre : 3 à 4 millions de personnes dans les rues des grandes villes manifestent pour en finir avec la dynastie régnante. Manifestations sans précédent.

7 septembre, Téhéran : 500 000 personnes défilent contre l'interdiction gouvernementale des réunions publiques. Le gouvernement déclare la loi martiale pour six mois, à Téhéran et 11 villes importantes.

8 septembre : la troupe tire sur la foule. Plusieurs milliers de morts.

9 septembre : en une seule journée, le cimetière de Behest-e-Zahra délivre 3897 permis d'inhumer (la presse mondiale parlait de 58 morts!).

10 septembre : le président Carter s'extrait de Camp David le temps de téléphoner au Shah que son soutien lui reste entièrement acquis (au nom des droits de l'homme?).



La bourgeoisie a commencé à critiquer l'immense pouvoir politique et économique de l'Etat. Elle veut participer plus directement à la direction du gouvernement et aux décisions de planification qui affectent la répartition des fonds publics. Toutes ces querelles ont finalement conduit à un accord sur un changement de gouvernement : Hoveida est remplacé par Amounzegar, en août 1977.

Le cabinet d'Amounzegar comprenait quelques représentants directs de la grande bourgeoisie et le poids des technocrates avait augmenté. Beaucoup de programmes proposés par la bourgeoisie ont été adoptés par ce nouveau cabinet. Rien ne pouvait passer sans que soient consultés d'abord les gros industriels iraniens. Les propositions de lois sur les impôts étaient amendées dans le but de peser plus lourdement sur les couches petites-bourgeoises. Une importante campagne de propagande a été mise en œuvre contre « l'improductivité de la classe ouvrière iranienne » et « les gros salaires » qu'elle recevait. Les petits producteurs et les distributeurs sont rendus responsables de l'inflation.

Il fut promis qu'un combat contre la corruption serait lancé. Le gouvernement a déclaré qu'il créerait « une atmosphère politique ouverte » et « garantirait beaucoup de libertés ».

La petite-bourgeoisie et la classe ouvrière n'ont évidemment pas regardé ces propositions d'un trop bon œil. La petite-bourgeoisie a toujours été attaquée par l'Etat, qui a été à l'origine du processus d'industrialisation. Ce processus a signifié la ruine des producteurs indépendants. Pour eux, le « combat contre l'inflation » paraissait, et était en fait, un instrument entre les mains de la grande bourgeoisie pour conquérir le marché entier.

La classe ouvrière, à laquelle on avait constamment promis auparavant une part des profits, de bons logements et des salaires élevés, a maintenant été priée de se serrer la ceinture et de travailler plus dur. Malgré la répression, la classe ouvrière

iranienne, dans les nouvelles industries, est parvenue à obtenir des augmentations de salaire. En exploitant la pénurie de main-d'œuvre qualifiée, elle a obligé les employeurs à accéder à ses revendications. Pendant cette période de crise économique, la bourgeoisie a persuadé le gouvernement de l'aider à combattre ces revendications.

Le gouvernement a promulgué une nouvelle loi du travail draconienne qui, dans son essence, est une attaque directe contre la classe ouvrière. Les ouvriers devront avoir des cartes d'identité sur lesquelles seront données toutes les informations concernant leurs emplois passés et actuels. Le but est de les empêcher de quitter un travail pour un autre mieux payé. Des pénalités seront imposées aux firmes qui emploieraient les ouvriers d'une autre société. Tout ceci, bien sûr, a contribué à politiser la classe ouvrière iranienne et à lui prouver que le combat pour ses propres intérêts nécessite l'obtention des droits démocratiques.

Les projets pour une solution de la crise agricole viennent de commencer à être mis en œuvre. Ils peuvent aboutir à une explosion dans les campagnes, car ils impliquent l'expulsion de paysans de leurs terres. Déjà, ces derniers ont résisté. Les paysans font aussi l'expérience directe de la politique de l'Etat; il en découle une politisation lente des masses paysannes.

des contacts avec des membres du sommet de la bureaucratie d'Etat. La famille royale elle-même est la famille capitaliste la plus importante. Beaucoup de capitalistes, afin d'obtenir les droits de monopole sur un marché, offrent au Shah ou à d'autres membres de la famille royale (ou de cercles proches d'elle) des parts gratuites ou à bon marché dans leurs industries. Quand les capitalistes commencent à se dénoncer entre eux, cela signifie mettre en question les sources de leur richesse et de leur pouvoir. Le rôle de la famille royale elle-même est visé.

Toutes ces querelles entre capitalistes ont bien sûr attisé les forces sociales qui étaient contre l'Etat et aidé à ajouter une dimension politique plus grande à leur combat. C'est à l'intérieur d'un tel contexte que le mouvement de masse contre la dictature a surgi. La période de croissance économique s'est arrêtée, tous les rêves sur « le mouvement vers la grande civilisation » (une référence à un livre écrit par le Shah) ont été dévoilés pour ce qu'ils sont. Un mécontentement existe dans l'immense majorité de la population. La lutte de classe s'est nettement intensifiée, et pour couronner le tout, l'autorité de l'Etat a été remise en cause par la classe dirigeante elle-même. Et la classe dirigeante est incapable de faire quoique ce soit à ce propos. Elle ne peut pas résoudre la crise socio-économique alors qu'elle en est el-

12 septembre: 15000 manifestants à Paris (PC, PS et organisations d'extrême-gauche).

13 septembre: conférence de presse du CAIFI (Comité pour la liberté intellectuelle et artistique en Iran) à Washington, au cours de laquelle prirent la parole, aux côtés de parlementaires américains, le poète iranien en exil Reza Baraheni et Babak Zahraie, secrétaire national du CAIFI.

La concurrence dans les milieux bourgeois s'est accentuée sous les coups de la crise économique. Les capitalistes ont commencé à se dénoncer mutuellement. Mais vu les liens étroits qui existent entre eux et les institutions étatiques, cela revient à mettre ces dernières en question.

Chaque capitaliste a accumulé sa richesse par des services rendus au Tribunal royal ou par

le-même la cause. Elle ne peut pas changer le régime alors qu'elle-même en est issue. Ainsi, dans ces temps troublés, rien ne peut l'aider mieux que les tanks de son Shah.

Note: Les statistiques citées plus haut sont tirées de « Notes sur l'industrialisation de l'Iran » et de « La question agraire en Iran », une série d'articles parus dans les numéros 4 à 8 de « Kandokav » (journal trotskyste iranien).